



Situation financière
du pays

Benkhalfa tente de rassurer

Il y a deux jours, le ministre des Finances a rendu public des chiffres inquiétants sur la situation financière du pays et voilà que le premier argentier du pays, Abderrahmane Benkhalfa, tient un discours rassurant en affirmant la volonté du gouvernement de maintenir dans son programme de développement «tous les projets à caractère productif ou d'ordre infrastructurel susceptibles de soutenir la croissance».

Page 2

Prix Goncourt du premier roman

Un livre sur Fernand Iveton lauréat

Page 24



Par Saâd Taferka

Avec la transition économique imposée par la crise des recettes extérieures, la recherche des alternatives viables en matière d'investissements productifs ne manquera pas de solliciter les services de l'université. Cette dernière, avec une population estudiantine qui dépasse 1,5 million d'étudiants et un corps enseignant de presque 50 000 cadres, dont plus de 8 000 de rang magistral - avec un

Il met en garde contre l'endettement extérieur

Ouyahia s'attaque au MAK, à Rebrab et à Valls

Pour sa première sortie médiatique après son élection à la tête du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia aura réussi à capter l'opinion en tapant sur des sujets aussi brûlants que le MAK, l'affaire du rachat d'El Khabar par Issad Rebrab ou encore le tweet de Manuel Valls.

Page 3



Elle concerne les habitants des bidonvilles

Opération de relogement aujourd'hui à Alger

Page 2



L'université face aux nouvelles alternatives économiques

Les chaînons manquants

taux d'encadrement national d'un enseignant pour 28 étudiants - sans s'arrêter sur le personnel administratif, était considérée jusque-là comme une institution budgétivore dont la justification sociale et économique tardait à se matérialiser sur le terrain. C'est tout le système social et économique algérien, bâti pendant plusieurs décennies sur la rente, qu'il faudrait considérer, et non la seule université qu'il y aurait lieu d'«incriminer». «Former pour former», ou bien encore, former pour obtenir des chômeurs en puissance, avec, en outre un impact des plus discutables sur l'appareil économique national, ne peut plus constituer une démarche acceptable dans un contexte où tous les «dogmes» de la rente sont en train d'être remis chaque jour en cause. Les premiers à se rendre compte d'une telle impasse, ce sont bien

entendu les étudiants et ce, avant même qu'ils terminent leur cursus de graduation ou de post-graduation. Le dernier Salon de l'étudiant, tenu au Palais de la culture d'Alger à la mi-avril dernier et baptisé The graduate Fair, a mis en exergue les grandes préoccupations des étudiants quant à leur avenir professionnel, dans un contexte de contraction des offres d'emploi, voire même de dégraissage que sont en train de vivre des dizaines d'entreprises depuis 2015. S'agissant de l'implication de l'Université algérienne dans le développement économique et social du pays, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a mis en avant, samedi dernier à El Oued, la nécessité de faire de l'Université algérienne un «partenaire social» dans le développement local.

Page 5

Permis de conduire et carte
grise biométriques

Il faut encore attendre

Annoncés imminents, tantôt pour 2015, tantôt pour le début 2016, le permis de conduire ainsi que la carte grise biométriques vont devoir attendre.

Page 4





Situation financière du pays

Benkhalfa tente de rassurer

Il y a deux jours, le ministère des Finances a rendu public des chiffres inquiétants sur la situation financière du pays et voilà que le premier argentier du pays, Abderrahmane Benkhalfa tient un discours rassurant en affirmant la volonté du gouvernement de maintenir dans son programme de développement «tous les projets à caractère productif ou d'ordre infrastructurel susceptibles de soutenir la croissance».



Par Nacera Bechar

En visite, dimanche dernier dans la wilaya de Béjaïa, le ministre a annoncé la mise sur pied d'une commission spécialisée pour «faire le tri en l'espèce et décider des projets à favoriser par rapport à d'autres». Ce n'est pas tout, puisque le ministre relève que «le niveau insoutenable des investissements» effectué jusque-là, «peut être le plus important du bassin méditerranéen». Dans ce cadre, le ministre a tenu à rassurer sur la détermination de l'Etat à persévérer dans cette dynamique, «malgré la réduction des ressources provenant des hydrocarbures». Ainsi, on se demande comment le gouvernement compte maintenir des projets aussi importants alors que les réserves de change ont reculé de plus de la moitié à cause de la chute des prix du

pétrole.

Dans ce contexte, Benkhalfa explique que la réalisation de ces différents projets va se baser sur la nouvelle démarche, adoptée, qui repose essentiellement sur «la mobilisation de nouvelles ressources alternatives, notamment les recettes fiscales ordinaires, hors hydrocarbures d'une part, et d'autre part, une rationalisation des dépenses publiques et par conséquent une meilleure efficacité, aussi bien dans leur affectation, que dans leur conduite». Donc, à comprendre que ces projets ne seront pas financés par les revenus du pétrole. Mais ce n'est pas ce que dit Benkhalfa qui explique que : «Cette démarche ne signifie pas le non recours aux recettes pétrolières, mais elle aura l'avantage d'épargner au pays les effets négatifs de la crise». Devant les cadres de son secteur et aux commissaires aux comptes réunis en séminaire à

l'Université Abderahmane-Mira, le ministre semble rassuré que «la mobilisation des ressources, y compris celles de l'informel, menée avec le lancement de l'emprunt obligataire va porter ses fruits et contribuer au financement de la croissance et du développement en général».

A ce titre, il a affirmé : «Nous avons demandé aux banques de banqueriser les ressources, y compris les ressources du secteur informel et demandé également à l'administration des impôts d'aller vers les commerces, d'augmenter les immatriculations fiscales, de sécuriser et de donner des garanties à ses usagers». Selon le ministre, la mobilisation de la ressource ordinaire doit être en augmentation par rapport aux ressources pétrolières.

En s'appuyant sur des chiffres, Benkhalfa a indiqué qu'«en 2016, la fiscalité ordinaire a représenté le double de la fiscalité

pétrolière. Nous allons persévérer dans ce sens». Le ministre mise aussi, par voie de conséquence, sur la possibilité de réaliser en 2017, un taux de croissance de l'ordre de 7%».

Samedi dernier, le ministère des Finances a communiqué des chiffres alarmants. Il s'agit notamment «d'un déficit du Trésor de près de 14 milliards de dollars (dont 13 milliards de déficit budgétaire), des dépenses, notamment de fonctionnement, en forte hausse et des prélèvements importants sur l'épargne budgétaire du pays, le Fonds de régulation des recettes (FRR)».

Il est à noter que parmi les mesures prises par le gouvernement pour faire face aux retombées de la chute des prix du pétrole, le gel des projets qui ne sont pas encore lancés et voilà que le ministre des Finances affirme le maintien des projets productifs. **N. B.**

Licences d'importation des véhicules Le quota réduit à 83 000 unités

Le contingent quantitatif d'importation des véhicules a été, finalement, réduit à 83 000 unités pour l'année 2016 dans le cadre des licences d'importation, a fait savoir, hier à Alger, le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb.

«83 000 c'est moins que le contingent annoncé (initialement). Nous avons annoncé un contingent de 152 000 unités que nous avons réduit à 83 000 unités. Et nous verrons l'évolution et l'impact des mesures qui ont été prises. Par la suite, on peut éventuellement reprendre le contingent», a précisé le ministre à l'APS.

Le ministre, qui s'exprimait en marge des travaux de la commission mixte de suivi des échanges commerciaux avec la Tunisie, a fait savoir que le Comité interministériel chargé de l'examen des demandes de ces licences a réparti ce quota des 83 000 véhicules entre les concessionnaires retenus, et dont la facture d'importation ne dépassera pas un milliard de dollars pour l'année en cours contre plus de trois milliards de dollars en 2015.

«Nous avons fait l'effort de réduction du fait qu'il faudrait rationaliser nos importations et qu'on n'importe plus de véhicules pour les stocker. Et qu'on importe essentiellement les véhicules dont les acheteurs sont déjà connus puisqu'ils paient des avances avant de recevoir leur véhicule», a-t-il ajouté. A travers le dispositif des licences d'importation, a poursuivi le ministre, «nous avons exigé un certain nombre d'engagements d'investissements dans le domaine des véhicules, qu'il s'agisse de production de pièces détachées ou de participation à la production de ces véhicules sur notre marché». M. Belaïb avait signé, dimanche dernier, les licences d'importation de véhicules pour 40 concessionnaires retenus sur les 80 postulants. **R. N.**

Suite à un affaissement d'un collecteur des eaux usées Embouteillages sur l'axe autoroutier Zéralda-Ben Aknoun

Un affaissement d'un collecteur des eaux usées situé au niveau de l'axe autoroutier Zéralda-Ben Aknoun en face du parc zoologique (Alger) a provoqué dimanche et hier matin un ralentissement de la circulation automobile, a-t-on constaté.

Les équipes de la direction des travaux publics de la wilaya d'Alger ainsi que les équipes de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) ont été mobilisées pour rétablir la circulation qui a repris hier après-midi, a-t-on observé. Dans un communiqué, la Seaal s'est excusée auprès des automobilistes empruntant l'autoroute de Ben Aknoun en raison de «la gêne occasionnée», réaffirmant son engagement à travailler pour «améliorer la qualité du service offert à ses clients et améliorer le cadre de vie des citoyens et riverains et protéger leur environnement». **R. N.**

Elle concerne les habitants des bidonvilles

Opération de relogement aujourd'hui à Alger

La 21^e opération de relogement de familles occupant les bidonvilles dans la wilaya d'Alger est prévue aujourd'hui, a annoncé hier, le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh.

La 21^e opération de relogement des familles occupant les bidonvilles dans la wilaya d'Alger «est prévue aujourd'hui et se déroulera en plusieurs étapes, sachant qu'elle sera suivie par d'autres opérations», a indiqué M. Zoukh lors d'une conférence de presse. Le wali d'Alger avait déclaré récemment que «cette opération était initialement prévue à la fin mars, mais avait accusé un retard en raison des mauvaises conditions météorologiques qui avaient entravé la poursuite des travaux au niveau des nouveaux quartiers». Le nombre de familles relogées à Alger

depuis le lancement des opérations de relogement en juin 2014 à fin 2015, a atteint 39 000 dont 9 000 ayant bénéficié de logements sociaux participatifs (LSP) et le reste de logements sociaux locatifs, avait annoncé récemment Abdelkader Zoukh en marge d'une session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) consacrée à la présentation et au débat du bilan des activités de la wilaya de l'année précédente.

Les opérations de relogement ont permis la récupération de 336 hectares d'assiette foncière dont 180 hectares récupérées en 2015. Ce qui a permis la relance de projets en suspens et le lancement de nouveaux projets de logements de type location-vente de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (Aadl), la formule loge-

ment promotionnel public (LPP) de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (Enpi) et d'autres projets de développement touchant divers secteurs, avait précisé le wali d'Alger.

Ces opérations ont permis l'année dernière d'éliminer les points noirs qui entachaient la capitale dont 134 sites de bidonvilles, 22 immeubles menaçant ruine et 1 263 terrasses ainsi que trois quartiers populaires, avait-t-il encore souligné.

La wilaya d'Alger devra réceptionner, dans le courant de 2016, plus de 42 000 logements sur un total de 150 000 unités en cours de réalisation, fait ressortir un bilan de l'activité annuelle de la wilaya présenté lors des travaux de la session ordinaire de l'APW. **R. A.**

ÉVÈNEMENT ▶▶

Il met en garde contre l'endettement extérieur

Ouyahia s'attaque au MAK, à Rebrab et à Valls

Pour sa première sortie médiatique après son élection à la tête du Rassemblement national démocratique, Ahmed Ouyahia aura réussi à capter l'opinion en tapant sur des sujets aussi brûlants que le MAK, l'affaire du rachat d'*El Khabar* par Issad Rebrab ou encore le tweet de Manuel Valls.



Par M. Ait Chabane

Qualifiant le leader du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) de «mercenaire», Ahmed Ouyahia a accusé ce mouvement d'être à «la solde d'intérêts étrangers», tout en rappelant que la Kabylie «est une partie indivisible du territoire national». «Il existe incontestablement aujourd'hui des forces étrangères qui ont des comptes à régler avec l'Algérie et il existe aussi des Algériens qui ont pris position contre leur pays et entendent par là le MAK de Ferhat Mehenni», a-t-il martelé, hier, lors d'une conférence de presse organisée au siège national du parti à Alger. Et d'appeler les partis de la majorité et ceux de l'opposition à faire front

commun pour contrecarrer toutes les tentatives de déstabilisation émanant de l'étranger. A propos de l'affaire du rachat du groupe de presse *El Khabar* par l'homme d'affaires Issad Rebrab, le SG du RND a manifestement choisi son camp en accusant le patron de Cevalat d'avoir «politisé l'affaire». «Le phénomène des empires médiatiques et le monopole des médias suscitent les appréhensions dans de nombreux pays et pas seulement en Algérie», a tonné Ahmed Ouyahia, reprochant tout particulièrement à Issad Rebrab d'avoir appelé au «départ du régime». Poursuivant son réquisitoire, le conférencier est revenu sur le tweet du Premier ministre français, Manuel Valls, au lendemain de sa visite en

Algérie, où il avait été reçu par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. «Ce qui a provoqué l'indignation après la publication par M. Valls d'une image du Président Bouteflika, c'est l'énorme indécatesse. Vous êtes Premier ministre d'un pays et vous êtes reçu par le Président de la République et tout ce que vous trouvez à faire c'est de publier une image du Président Bouteflika, s'est désolé Ahmed Ouyahia, en guise de ferme condamnation de ce geste. Affirmant tout de même que «le tweet de Valls n'a rien montré, même si le Président n'était pas dans un de ses meilleurs jours», et que «cet acte n'affectera pas les relations algéro-françaises», il a affirmé que les intérêts entre les deux pays «ne peuvent être

niés que par des démagogues», a-t-il apostrophé. C'est ainsi que le SG du RND, qui est néanmoins chef de cabinet de la Présidence de la République, a soutenu qu'une loi criminalisant le colonialisme «n'apportera rien au peuple algérien», se disant, en revanche, prêt à voter pour au cas où elle serait soumise au Parlement. «Notre revanche sur le colonialisme c'est d'accomplir la deuxième partie du message du 1^{er} Novembre 1954, à savoir construire un Etat démocratique et social, ce qui donnera à l'Algérie une voix plus forte sur la scène internationale», a préconisé Ouyahia. Ce dernier semble dire par là qu'il est temps de tourner la page du passé et se tourner résolument vers l'avenir avec tout l'opportunisme économique et le pragmatisme requis pour bâtir une économie forte et tirer son épingle des mutations mondiales. Sur le plan économique, le SG du RND a mis en garde contre les risques du recours à l'endettement extérieur sur la souveraineté nationale. Se défendant d'avoir critiqué le gouvernement, il a rétorqué que «c'est l'opposition qui fait dans le populisme», appelant par là même à «réhabiliter le travail», contrecarrer l'import-import et combattre la fraude et l'informel. «Nous appelons à la généralisation de la finance islamique. Nous ne sommes pas là pour changer la façon de vivre et la façon de voir des Algériens», a-t-il suggéré, s'appuyant sur le recours des pays occidentaux à ce mode économique plus rentable pour les établissements bancaires. Par ailleurs, Ahmed Ouyahia s'est gardé de se prononcer sur la polémique nationale engendrée par le retour de l'ancien ministre de l'Energie et ses tournées dans les différentes zaouïas du pays. «Chakib Khelil est dans son pays. Point barre», s'est-il contenté de répondre aux questions des journalistes.

M.A.C.

Ouyahia qualifie le FLN d'allié stratégique

«Je n'ai aucun problème avec Saâdani»

Les attaques à répétition du SG du FLN ne semblent pas trop affecter Ahmed Ouyahia. Répondant à une question, hier, sur ses rapports avec Amar Saâdani, lors d'une conférence de presse, le SG du RND, fraîchement élu, a indiqué qu'il n'avait aucun problème avec ce dernier, ajoutant que le FLN demeure «un allié stratégique» pour le RND.

Il a, par ailleurs, refusé de s'étaler sur l'absence de Saâdani au congrès, estimant «suffisante» la présence de deux cadres du FLN à l'ouverture du congrès.

Interrogé s'il comptait se présenter à l'élection présidentielle de 2019, il a répondu que «le Président Abdelaziz Bouteflika est élu pour un mandat qui s'achèvera en avril

2019 et il gère convenablement les affaires du pays».

«Occupons-nous des problèmes du pays, chacun à son niveau, pour le bien de l'Algérie et chaque chose en son temps», a-t-il dit.

Sur un autre plan, il a indiqué que la politique extérieure de l'Algérie est une «politique de principes et très souveraine» dans ses choix, qui précise que l'Algérie «n'a jamais privilégié la diplomatie spectaculaire». Ouyahia a déploré, à cette occasion, la position de certains partis politiques qui ont critiqué l'approche de la diplomatie algérienne dans le traitement de certaines questions régionales. S'agissant des divergences entre l'Algérie et des pays du Golfe sur certaines

questions régionales, notamment la situation en Syrie, il a fait remarquer que «cela n'est pas nouveau», relevant également que la visite à Damas du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, «n'a pas été critiquée par l'opposition syrienne». Il a également indiqué que le soutien des monarchies du Golfe au Maroc sur la question du Sahara occidental «n'était pas nouveau».

A une question sur le retour en Algérie de l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, M. Ouyahia a rappelé avoir déjà parlé de cette affaire sur une chaîne TV privée pendant 14 minutes.

Massi S.

Après cinq ans d'exil

La veuve de Kadhafi autorisée à rentrer en Libye

Les autorités libyennes ont autorisé la veuve du colonel Kadhafi à retourner en Libye après cinq années d'exil, a rapporté, hier, le quotidien britannique *The Telegraph*. L'autorisation de retour de Safia Farkash Kadhafi, accordé il y a deux semaines déjà, s'inscrit dans le cadre d'un programme de réconciliation nationale initié suite à la formation d'un nouveau gouvernement d'union, le mois dernier.

La veuve de l'ex-dirigeant libyen déchu avait fui en 2011 la Libye en compagnie de sa fille Aïcha. Ces dernières avaient d'abord trouvé refuge en Algérie, avant de se rendre au sultanat d'Oman.

En autorisant le retour de Safia Farkash Kadhafi, les autorités libyennes ont pour objectif d'apaiser les tribus pro-Kadhafi alors que se prépare une bataille majeure pour reprendre la ville de Syrte des mains de l'Etat islamique. Selon le *Telegraph*, l'autorisation de retour accordée à la veuve de Kadhafi a été accueillie de manière controversée en Libye. Bien qu'elle n'ait été inculpée d'aucun crime, de nombreux Libyens continuaient d'afficher une grande rancune envers tous les membres de la famille Kadhafi.

Sur un autre plan, l'on apprend qu'une réunion internationale sur la Libye se tiendra au niveau ministériel le 16 mai dans la capitale autrichienne, Vienne, en présence «des principaux acteurs régionaux et internationaux», a annoncé, hier à Tunis, le chef de la diplomatie italienne, Paolo Gentiloni.

La rencontre se fera «à Vienne, entre ministres des Affaires étrangères des pays les plus importants de la région, ainsi que des principaux acteurs internationaux», a indiqué M. Gentiloni, en visite en Tunisie pour des entretiens qui doivent porter sur l'immigration clandestine, la lutte antiterroriste et la situation en Libye.

«Un effort commun est nécessaire pour aider le processus de stabilisation en Libye», a-t-il poursuivi, notant avoir remis une invitation à la Tunisie en son nom et en celui du secrétaire d'Etat américain, John Kerry. Cette réunion aura lieu le 16 mai, soit lundi prochain, a, dans la foulée, précisé la délégation italienne devant la presse.

Fin 2015, l'Italie avait accueilli une réunion internationale axée sur un règlement politique de la crise libyenne.

La Libye est livrée aux milices armées depuis la chute de l'ancien régime de Maâmmar Kadhafi en 2011. Depuis la fin mars, le gouvernement d'union dirigé par Fayeze al-Sarraj et soutenu par l'ONU tente d'asseoir son autorité.

Mais dans l'est du pays, une autorité parallèle est encore en place avec des forces armées qui lui sont loyales.

Ce chaos a permis à l'organisation extrémiste autoproclamée Etat islamique (EI/Daech) de s'implanter dans le pays.

R. N.

Permis de conduire et carte grise biométrique Il faut encore attendre

Annoncée imminent, tantôt pour 2015, tantôt pour le début 2016, le permis de conduire ainsi que la carte grise biométrique vont encore attendre.



Par Sofiane Aït Mohamed

Ces deux dossiers ne sont en fait qu'au stade de projets. C'est du moins ce qu'a confirmé le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui. Il a, en effet, annoncé dimanche que le projet du permis de conduire et de la carte grise biométriques sera présenté aujourd'hui devant le Conseil du gouvernement. En marge d'un exposé présenté devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2013, M. Bedoui a indiqué que «le projet du permis de conduire et de la carte grise bio-

métriques sera présenté demain devant le Conseil du gouvernement», soulignant que ces deux documents sont à même d'assurer «plusieurs prestations telles que la sécurité routière et le contrôle des routes et des véhicules». Rappelant que la révolution numérique et électronique en cours dans les différents services, administrations et institutions, notamment celles en rapport avec les besoins quotidiens du citoyen en application des instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le ministre a souligné la nécessité de poursuivre «la bataille de lutte contre la bureaucratie et le clientélisme» car, a-t-il dit, «cette démarche a de nobles objectifs, à savoir la réalisation d'une administration électronique en 2017 et un gouvernement électronique en deuxième étape». Le ministre

des Transports, Boudjemaâ Talaï, pour rappel, avait déjà annoncé en novembre 2015 que «nous aurons notre permis biométrique à points en début 2016», expliquant que les services de son département ministériel étaient «fin prêts techniquement» pour le lancement de la mise en circulation de ce document dans les délais, grâce «au travail quotidien en coordination avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales». En mai 2016, le permis à point prévu initialement pour 2013 n'est toujours pas mis en circulation. Par ailleurs, lors de la même rencontre parlementaire, le ministre a rappelé également que dans le cadre des réformes engagées par le chef de l'Etat et ses instructions concernant «l'adaptation des lois organiques avec la Constitution amendée, l'Exécutif a examiné

le projet de loi électorale et le projet de loi relatif à la Haute instance de surveillance des élections qui seront présentés», a-t-il rappelé «lors du prochain conseil des ministres». Il a souligné par ailleurs que «l'Etat a fait son devoir vis-à-vis des citoyens et même plus», rappelant «les réalisations accomplies à travers tout le pays y compris les régions de l'extrême Sud». Concernant le dossier des gardes communaux, M. Bedoui a assuré que son département «reçoit les éléments de la garde communale pour s'enquérir de leurs problèmes dont la plupart ont été résolus», ajoutant que l'Etat «reconnait la valeur de ce corps et son rôle dans la préservation de la stabilité et de la sécurité du pays durant les années de la tragédie nationale».

S.A.M.

Pour service pétrolier Sonatrach attribue 180 millions de dollars de contrats à quatre compagnies

Par Rachid Chihab

La compagnie nationale des hydrocarbures la Sonatrach, multiplie les initiatives pour augmenter ses capacités de production dans un contexte marqué par l'incertitude. En effet, ce week-end, le géant national des hydrocarbures a attribué à quatre entreprises de fourniture de services pétroliers, dont trois d'origine américaine, des contrats dont le montant total est de 180 millions de dollars. Il s'agit de contrats de cimentation de puits pétroliers (opération consistant à couler un laitier de ciment entre la paroi d'un puits de pétrole et le tubage de revêtement) et de pompage d'huile, indique l'Agence Ecofin.

La société texane Schlumberger, spécialisée dans la fourniture d'équipements pétroliers, a obtenu un contrat de 75 millions de dollars. Baker Hughes, la parapétrolière basée au Texas, a décroché un contrat de 50 millions de dollars par le biais de sa filiale algérienne BJSP dans laquelle la Sonatrach détient 51% de participations et Weatherford, un contrat de 11 millions de dollars. Le quatrième contrat d'une valeur de 44 millions de dollars a été attribué à la firme émiratie NPS, précise le document officiel consulté par Reuters. Le pays membre de l'Opep multiplie ainsi les contrats de services pétroliers pour améliorer sa production jugée stagnante.

Notons que récemment, Sonatrach avait attribué des contrats d'une valeur de 70 millions de dollars à deux sociétés américaines de services pétroliers, à savoir Schlumberger et National Oilwell Varco, respectivement pour assistance technique et assistance à la division forage de la compagnie d'Etat. Ces deux entreprises ont une longue relation avec la compagnie nationale.

Pour rappel, Sonatrach envisage de maintenir son plan d'investissement 2015-2019, évalué à 90 milliards de dollars. Les nombreux investissements en cours devraient permettre d'atteindre les prévisions officielles de production de 224 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) à l'horizon 2019, soit une augmentation de 13%.

R.C.

Domaine énergétique

L'UE souhaite renforcer son partenariat avec l'Algérie

L'Union européenne (UE) souhaite développer davantage son partenariat avec l'Algérie dans le domaine énergétique, a déclaré, hier, l'ambassadeur de l'UE à Alger, M. Marek Skolil.

«L'UE et l'Algérie ont un partenariat solide dans le domaine énergétique, mais nous voulons faire beaucoup plus pour l'intérêt des deux parties», a affirmé M. Skolil lors d'une journée d'information organisée au siège du ministère de l'Energie, en prévision du Forum d'affaires algéro-européen sur l'énergie prévu le 24 mai en cours à Alger.

Cette rencontre a été coanimée par le directeur général des hydrocarbures auprès du ministère de l'Energie, M. Mustapha Hanifi, et le président du Conseil de régulation de l'électricité et du gaz (Creg), M. Abdelalil Badache, en présence également de représentants d'en-

treprises privées.

«Le monde a changé et nous devons nous y adapter en renforçant nos relations», a souligné M. Skolil qui a considéré la tenue du Forum d'affaires algéro-européen comme un pas important allant dans ce sens.

Il a également salué la participation d'entreprises privées algériennes à cet événement, ouvert aussi bien aux grands groupes, qu'aux PME.

Axé autour du gaz, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, ce prochain forum est organisé conjointement par le ministère de l'Energie et la Commission européenne.

Lors de son intervention, M. Hanifi a indiqué qu'une centaine d'entreprises européennes avaient déjà confirmé sa participation et qu'elle serait quasiment représentée au niveau de leurs P-DG respectifs.

Il a relevé, par contre, le nombre réduit des inscriptions de participation des entreprises privées algériennes à ce Forum algéro-européen.

Selon lui, seulement une dizaine d'entreprises privées algériennes a fait part de sa participation jusqu'à l'heure actuelle alors qu'un tel forum est susceptible de nouer des partenariats pour des projets d'investissements.

A ce propos, M. Badache a expliqué que ce forum était ouvert aux opérateurs privés qui interviennent sur toute la chaîne de fabrication d'équipements liés aux domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, y compris les plus petits équipements.

D'ailleurs, a-t-il observé, la participation des entreprises privées algériennes est d'autant plus importante que les sociétés européennes connaissent déjà les grandes entre-

prises publiques algériennes et n'ont pas besoin d'un tel forum pour les rencontrer.

A rappeler que le Forum algéro-européen s'inscrit dans le cadre du mémorandum d'entente sur l'établissement d'un partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et l'UE, conclu en juillet 2013 à Alger.

La partie algérienne sera représentée par des responsables de différents ministères (Energie, Finances, Industrie...) et d'organismes spécialisés.

Outre les sociétés nationales publiques, des entreprises privées ainsi que des porteurs de projets innovants dans le secteur de l'énergie y sont attendus.

L'ordre du jour du Forum d'affaires algéro-européen comprendra, entre autres, une table ronde sur le thème «La relance des investissements dans le secteur de l'énergie en Algérie» et deux sessions thé-

matiques dont l'une portera sur «Les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et l'intégration nationale», alors que l'autre sera consacrée à «l'industrie gazière en Algérie».

En outre, des rencontres bilatérales sont prévues entre opérateurs nationaux publics et privés et leurs homologues européens pour explorer les opportunités de partenariat dans les différents segments relatifs à l'industrie gazière, l'électricité, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Une exposition d'équipements et des solutions énergétiques sont également prévues lors de cette rencontre d'une journée.

Près de 70% des exportations gazières algériennes sont destinées à l'Europe, alors qu'un tiers des compagnies étrangères opérant dans l'amont gazier est européen, rappelle-t-on.

R. E.

L'université face aux nouvelles alternatives économiques

Les chaînons manquants

Avec la transition économique imposée par la crise des recettes extérieures, la recherche des alternatives viables en matière d'investissements productifs ne manquera pas de solliciter les services de l'université.



Par Saâd Taferka

Cette dernière, avec une population estudiantine qui dépasse 1,5 million d'étudiants et un corps enseignant de presque 50 000 cadres, dont plus de 8 000 de rang magistral - avec un taux d'encadrement national d'un enseignant pour 28 étudiants - sans s'arrêter sur le personnel administratif, était considérée jusque-là comme une institution budgétivore dont la justification sociale et économique tardait à se matérialiser sur le terrain. C'est tout le système social et économique algérien, bâti pendant plusieurs décennies sur la rente, qu'il faudrait considérer, et non la seule université qu'il y aurait lieu d'«incriminer». «Former pour former», ou bien encore, former pour obtenir des chômeurs en puissance, avec, en outre un impact des plus discutables sur l'appareil économique national, ne peut plus constituer une démarche acceptable dans un contexte où tous les «dogmes» de la rente sont en train d'être remis chaque jour en cause.

Les premiers à se rendre compte d'une telle impasse, ce sont bien entendu les étudiants et ce, avant même qu'ils terminent leur cursus de graduation ou de post-graduation. Le dernier Salon de l'étudiant, tenu au Palais de la culture d'Alger à la mi-avril dernier et baptisé The graduate Fair, a mis en exergue les grandes préoccupations des étudiants quant à leur avenir professionnel, dans un contexte de contraction des offres d'emploi, voire même de dégraissage que sont en train de vivre des dizaines d'entreprises depuis 2015.

S'agissant de l'implication de l'Université algérienne dans le développement économique et social du pays, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a mis en avant, samedi dernier à El Oued, la nécessité de faire de l'université algérienne un «partenaire social» dans le développement local. «Il appartient à l'université algérienne d'être un partenaire social effectif dans le développement local pour répondre aux exigences de développement en fonction des spécificités de chaque région», a déclaré, en soulignant l'«accompagnement» par l'université des autorités locales, à long terme, à travers l'ouverture des filières scientifiques répondant aux besoins de développement.

Les plans quinquennaux de développement, initiés depuis 1999, ont indubitablement rehaussé les performances en matière

d'infrastructures universitaires permettant de réaliser de nouvelles capacités d'accueil. Chaque année, en effet, le problème de capacités d'accueil se pose avec acuité. Les choses se corsent un peu plus davantage lorsque les taux de réussite au baccalauréat sont élevés, comme ce fut le cas en 2011, lorsque ce taux avait atteint 63,65 %.

L'université de demain

Au-delà des performances réalisées grâce à une politique budgétaire très ouverte sur le secteur de l'enseignement supérieur, le Président de la République insistait, en 2011, à l'occasion d'un passage en revue de ce secteur, qu'il y lieu de «concentrer les efforts sur l'objectif primordial d'élévation du niveau de l'encadrement scientifique et pédagogique, dans le but, notamment de le mobiliser davantage au service de l'université de demain».

L'université de demain est celle qui prépare dès aujourd'hui la base pédagogique et scientifique par laquelle pourra se faire la jonction avec les grandes ambitions économiques du pays. Sur ce plan, et au vu de la situation actuelle de l'université, cette perspective n'arrive pas à gagner en visibilité, aussi bien pour ceux qui activent au sein des structures universitaires que pour les animateurs du champ économique.

Il y a lieu de constater que, depuis une dizaine d'années, l'Université algérienne s'est fait connaître plus par ses remous internes - qui n'ont pas pu être contenus dans les limites des franchises universitaires - que par quelque innovation pédagogique ou de recherche, même si le système LMD (licence-master-doctorat) a été adopté d'une façon progressive et ne s'est généralisé à l'ensemble des structures universitaires qu'au bout de 10 ans.

Sur ce système, dont certains acteurs ont même demandé la suppression pour revenir au système classique, la polémique n'avait jamais cessé. Elle s'était enflée considérablement au cours de ces dernières années, en épousant les contours de l'opinion et des desiderata de chaque intervenant dans le domaine.

Ces problèmes internes, l'université algérienne les traîne réellement depuis au moins le début des années 1990, lorsque les effectifs de la population universitaire commencent à prendre de l'ampleur. Les premiers signes de malaise furent le déficit en infrastructures pédagogiques, ce qui obligea les gestionnaires du secteur à imaginer des

solutions d'urgence pour parer au plus pressé. Ainsi, des ITE (anciennes écoles normales), des ITMA (lycées agricoles), des salles de cinéma étaient pris d'assaut par l'administration universitaire pour y assurer des cours, des travaux dirigés et d'autres prestations pédagogiques ou d'intendance. Ces solutions provisoires ont été généralisées au niveau de tout le territoire national avant que les programmes quinquennaux d'investissement publics ne viennent combler les déficits. Ainsi, de nouveaux pôles universitaires ont vu le jour dans plusieurs villes du pays.

Assurément, sur le plan des infrastructures et de certaines parties de l'intendance (restauration, hébergement, transport), les pouvoirs publics et les gestionnaires du secteur ont manifesté un grand intérêt, même s'il reste des lacunes à combler. Néanmoins, l'accompagnement pédagogique, la gestion de la ressource humaine (corps des enseignants) et l'axe de la recherche scientifique se trouvent être, de l'avis de plusieurs experts et d'enseignants universitaires, les parents pauvres de la politique de développement de l'Université algérienne.

Lourd héritage

Cette préoccupation, par laquelle se justifie même l'effort de la collectivité de financer une institution aussi stratégique, se manifeste de façon encore cruciale en ces moments de crise économique. Encore une fois, la recherche d'une alternative à la rente pétrolière ne saurait s'opérer et réussir sans la contribution de l'université.

Il n'est pas, par ailleurs, étonnant qu'une grande partie du mouvement de protestation au sein de l'université porte, de façon récurrente, sur la valorisation de la fonction enseignante et de la politique de la recherche. La gestion des carrières, l'évolution et la promotion du personnel pédagogique constituent, en effet, la base minimale sur laquelle sont censés reposer les autres éléments de l'édifice institutionnel et technique de l'université.

La cartographie actuelle de l'université offre une lecture peu optimiste sur l'ancrage de l'université dans la société et l'économie algérienne. En effet, entre les idéaux de développement économique et de formation des élites pour lesquels, selon le Président de la République, l'université est censée travailler, d'une part, et l'état dans lequel celle-ci se trouve aujourd'hui - où se conjuguent baisse du niveau pédagogique, profils peu adaptés aux débouchés économiques, ten-

sions permanentes et grèves récurrentes - d'autre part, les analystes, les responsables gestionnaires et la société toute entière sont fondés à tirer la sonnette d'alarme et à désigner les termes de référence pour un nouveau contrat qui devra servir de base consensuelle à l'université de demain. C'est une charte qui est censée épouser complètement les préoccupations et les ambitions de la société en matière de savoir, de progrès technologique et de développement économique. En plus des nouveaux «contingents» de jeunes bacheliers, qui confèrent chaque année une envergure nouvelle à nos structures universitaires, ces dernières vivent des troubles, des remous, des grèves et d'autres formes de protestations où s'imbriquent les revendications sociales et les questions d'intendance, aux ambitions et exigences pédagogiques des programmes. Ces contingences, où se mêlent indistinctement les questions sociales, la demande d'un seuil pédagogique honorable et les déchirements politico-syndicaux, projettent nos universités dans des zones de turbulence difficilement gérables.

Comment assurer la relève ?

En tant qu'institution de formation supérieure, l'Université algérienne a été, durant de longues années, travaillée au corps par des luttes politiciennes, où se menait le militantisme porté sur la jeunesse et la promotion du statut de la femme, et on excellait dans l'«agit-prop». Cet état de fait était dicté par le fait que, au temps du parti unique, la société ne disposait pas d'instances ou d'espaces d'expression politique. L'université ne faisait, depuis la fin des années 1970 du siècle dernier, que régresser et se fourvoyer dans une voie sans issue. Elle fera les frais de l'économie rentière qui s'installe insidieusement et qui a fini par casser tous les ressorts de la société. Les conséquences d'une telle situation ne pouvaient être qu'à l'antipode des missions dévolues à l'université : formation de l'encadrement technique et de conception, indispensables à la marche de l'économie, formation de l'élite administrative du pays et reproduction des élites politiques et culturelles.

Le niveau et la nature de certaines revendications sociales connues au sein de l'Université algérienne au cours de ces dernières années - intendance, transport, cantine... - paraissent en grave déphasage par rapport aux enjeux et challenges liés au fonctionnement d'une telle institution. Autrement dit, la place et le rang qui devraient être ceux d'une université moderne ouverte sur le XXI^e siècle sont censés permettre de dépasser allégrement ces questions d'intendance qui relèvent de la gestion quotidienne.

En effet, les programmes d'investissements publics mis en œuvre au cours des 15 dernières années ont mis à la disposition du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique des budgets conséquents qui confèrent logiquement à ce secteur la possibilité de se hisser au diapason des nouvelles préoccupations, celles de la performance pédagogique et de la formation des cadres dont ont besoin les entreprises publiques et privées algériennes et l'encadrement administratif du pays.

Le départ à la retraite, normale ou anticipée, de plusieurs dizaines de milliers de cadres, formés dans les années 1960 et 1970 du siècle dernier, laisse un vide effarant dans l'administration et les entreprises. La «soudure» et la relève peinent à s'opérer, avec un niveau de formation et des profils qui ne répondent pas toujours aux exigences de l'heure, d'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement de combler un vide ou un déficit en matière de personnel, mais plus stratégiquement encore, d'insuffler à l'appareil économique national l'énergie qui puisse créer la véritable alternative à l'hégémonie des hydrocarbures et à la culture de la rente.

S. T.

Grâce aux licences d'importation

Amélioration des recouvrements douaniers

Les recouvrements effectués par l'administration douanière ont augmenté à 254,14 milliards de dinars (mds DA) au 1^{er} trimestre 2016 contre 231,48 mds DA sur la même période de 2015, soit une hausse de près de 10%, a appris l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD).



Cette amélioration des recouvrements douaniers s'explique essentiellement par une baisse du manque à gagner de l'ordre de 17 mds de DA pour les produits importés entrant dans le cadre de l'Accord d'association avec l'Union européenne et ce, suite à l'instauration, depuis janvier dernier, des licences d'importation appliqués sur trois produits (rond à béton, ciment et véhi-

cules), ainsi que les contingents tarifaires prévus par le même Accord, explique la DGD.

Durant le 1^{er} trimestre 2016, la valeur des importations calculée en dinars, servant d'assiette fiscale, s'est établie à 1.243,77 mds DA contre 1.236,45 mds DA au même trimestre 2015 (+0,6%).

Mais exprimées en dollars, les importations ont enregistré une baisse de 13,04% en passant à 11,53 milliards de dollars sur les

trois premiers mois de 2016 contre 13,26 milliards de dollars à la même période de 2015.

Les recettes des recouvrements douaniers sont réparties à hauteur de 90,87% pour le budget de l'Etat, de 8,73% pour la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (Cgslc) et de 0,4% pour les Comptes d'affectation spéciale (CAS), précise la même source.

Ainsi, la part des produits

douaniers destinés aux recettes budgétaires a augmenté de 9,81% en passant à près de 231 mds DA (contre 210,34 mds DA).

Les recettes douanières globales ont été constituées de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à hauteur de 54%, des droits de douanes à 43% et des autres droits et taxes à 3%.

Au cours du même trimestre, le produit de la TVA a augmenté à 123,8 mds DA (contre 114 mds DA), les droits de douanes à 99,2 mds DA (contre 91,15 mds DA) et les autres droits et taxes à 6,7 mds DA (contre 2,4 mds DA).

A rappeler que la loi de finances 2016 prévoit des recettes de TVA de 593,7 mds DA sur l'année, soit un taux de réalisation de 21% au 1^{er} trimestre 2016, et des droits de douanes de 555,3 mds DA, soit un taux de réalisation de 18,12%.

Quant aux recettes affectées à la Cgslc, elles se sont établies à 22 mds (contre 20,2 mds DA), tandis que celles affectées aux CAS, elles se sont chiffrées à 1,1 milliard de DA (contre 928,5 millions DA).

Les plus importantes hausses des recouvrements affectés à la Cgslc ont été enregistrées par les recettes de la taxe sur les huiles (+82%) et de la taxe sanitaire sur les viandes (+62%) alors que les recettes en provenance de la taxe sur les pneus neufs a augmenté de 38,5%.

Pour les recettes affectées aux CAS, ce sont celles provenant de la taxe sur les carburants et celle sur les céréales et légumes secs qui ont le plus augmenté avec, respectivement, +51,15% et +38,3%.

Les directions régionales d'Alger extérieur, d'Alger port, d'Oran et de Sétif sont les principales circonscriptions en terme de recouvrements réalisés par les Douanes au cours du 1^{er} trimestre 2016.

Elles ont représenté à elles seules 72,43% du total des recouvrements avec un montant de 184,04 mds DA.

G. H.

Prix du pétrole

Le Brent à un peu plus de 46 dollars

Les prix du pétrole poursuivaient leur hausse lundi en cours d'échanges européens, soutenus par les feux de forêts faisant rage au Canada et par la nomination d'un nouveau ministre du Pétrole en Arabie Saoudite.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 46,21 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 84 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en juin gagnait 1,06 dollar à 45,72 dollars.

Les analystes relèvent que malgré les données américaines ternes de vendredi, les prix du pétrole continuent de bien résister.

D'après eux, les cours bénéficiaient des craintes que les incendies dans l'Alberta puissent faire rage pendant des mois, menaçant de faire baisser la production de pétrole de la région. Ils profitaient aussi de la nomination d'un nouveau ministre saoudien du Pétrole et d'un rapport selon lequel les nouvelles découvertes d'or noir sont au plus bas depuis 60 ans.

Même si un temps plus frais permettait lundi de contenir l'avancée des feux de forêts de la région de Fort McMurray, avec une menace moindre pour les installations pétrolières alentour dont certaines commencent à esquisser une reprise de l'activité, le secteur restait fortement affecté.

Avec plusieurs sites d'exploitation fermés, certains estiment que le manque à gagner pour le Canada en termes de production pétrolière pourrait atteindre entre 1 et 1,5 million de barils par jour, soit environ un quart de toute la production du pays.

«Le Canada est le principal fournisseur de pétrole (extérieur) des Etats-Unis», notaient les analystes de Commerzbank, soulignant que les Américains devront trouver une autre source d'importation ou voir leurs réserves de brut chuter de pas moins de 7 millions de barils dans la semaine.

Y. T.

Annoncé par le ministre de l'Industrie et des Mines

Un décret pour une meilleure gestion du foncier industriel

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouhouareb a indiqué, dimanche à Alger, qu'un décret interministériel définissant le mode d'octroi du foncier industriel était en cours d'élaboration et ce, après la suppression du Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (Calpiref).

Lors d'une rencontre avec les cadres du secteur, consacrée à l'évaluation des activités de l'énergie et des mines, M. Bouhouareb a précisé que ce décret qui sera publié prochainement dans le *Journal officiel*, permettra de gérer cette opération de la même manière

re dans chaque wilaya et de régler ainsi le problème du foncier. A la faveur de ce décret, le directeur de l'énergie et des mines de la wilaya examinera avec son homologue concerné par l'investissement, toutes les demandes et dossiers déposés par les promoteurs pour préparer un dossier technique sur le projet à soumettre au wali qui prendra en charge l'octroi du foncier. Ce décret intervient après la suppression du Calpiref par la loi de finance complémentaire de 2015 (LFC 2015). Le Calpiref était chargé de l'octroi du foncier industriel. L'opération d'octroi du foncier industriel sera désormais confiée au wali, ce qui assurera davantage

d'efficacité en matière de promotion d'investissement d'autant plus que le Calpiref fut critiqué sur les investisseurs pour sa lenteur. Selon le ministre, ce décret constituera «une feuille de route» pour la gestion de l'octroi du foncier industriel de la même façon dans toutes les wilayas du pays. M. Bouhouareb a, par ailleurs, insisté lors de cette rencontre sur la mise en oeuvre de la politique du secteur, basée sur cinq axes principaux ainsi que la diversification de l'économie nationale notamment après la chute des cours de pétrole.

Il s'agit, a-t-il indiqué, de la promotion des investissements, le

développement du foncier industriel, l'optimisation des capacités de production nationale pour réduire la facture des importations, la valorisation et l'élargissement de l'énergie minière, la promotion du partenariat et le soutien à la petite et moyenne entreprise (PME).

Il a rappelé à cette occasion l'arsenal juridique qui fait objet d'amendement progressif pour l'adapter aux développements que connaît le pays. Il s'agit notamment des lois relatives à l'investissement, aux PME et à la normalisation.

Le ministre a également évoqué l'amendement prochain de la loi sur les mines devant permettre de valoriser davantage les sites

miniers à travers le pays pour mieux les exploiter dans des projets d'investissement.

M. Bouhouareb est revenu en outre sur les mines non exploitées en Algérie à l'instar, a-t-il dit, du phosphate dont quatre projets devront être lancés en partenariat étranger.

Avec ces projets, l'Algérie envisage la production de 6 millions de tonnes de phosphate à l'horizon 2018 et 10 millions de tonnes à l'horizon 2020.

Il a enfin annoncé la tenue de rencontres régionales pour expliquer l'ensemble des lois et textes relatifs à l'investissement.

R. T.

Des scientifiques mettent en garde «Crise mondiale du sommeil»

La pression sociale environnante conduit les gens à dormir moins que ce dont ils ont besoin, contribuant ainsi à créer une "crise mondiale du sommeil", ont déclaré des scientifiques dans une nouvelle étude basée sur des données collectées à partir d'une application pour smartphone.



Des chercheurs de l'université du Michigan ont répertorié les rythmes de veille et de sommeil de près de 6 000 personnes dans une centaine de pays, et ont analysé ces rythmes en fonction de l'âge, du sexe, de la durée d'exposition à la lumière du jour et des pressions d'origine culturelle. "Les effets de la société sur le sommeil restent difficiles à quantifier. Nous avons cependant découvert que la pression sociale tendait à affaiblir ou à mettre en sourdine les instincts biologiques en fin de soirée, amenant les individus à repousser l'heure

du coucher et à dormir moins que la normale", souligne l'étude, publiée dans le journal *Science Advances*.

Le manque de sommeil est le plus souvent directement lié à l'heure à laquelle les gens vont se coucher, a révélé l'étude.

Les hommes d'âge moyen tendent à dormir le moins, avec un temps de sommeil bien inférieur aux sept à huit heures quotidiennes recommandées. L'âge est le principal facteur qui détermine le temps de sommeil quotidien.

Cette étude est basée sur les données collectées par le biais d'une application

gratuite pour smartphone, *Entrain*, qui a été lancée en 2014 pour aider ses usagers à surmonter le décalage horaire. Les temps de sommeil quotidiens sont déterminés par une horloge interne, ou horloge circadienne. Celle-ci est régulée par un groupe de 20 000 cellules nerveuses, de la taille d'un grain de riz, situé derrière les yeux. L'horloge circadienne adapte ses rythmes en fonction de la quantité de lumière reçue par les yeux, et en particulier la quantité de lumière naturelle.

Les Japonais et les Singapouriens sont ceux qui dorment le moins, avec une

durée moyenne de 7 h 24 m, tandis que les Hollandais sont les plus gros dormeurs, avec une moyenne de 8 h 12 m par jour, selon l'étude.

Même si un écart de 48 minutes peut sembler sans conséquence, un manque de sommeil de l'ordre d'une demi-heure suffit à provoquer des effets perceptibles sur la santé et les facultés cognitives, ont déclaré les chercheurs.

"La réduction globale du temps de sommeil constitue une menace aussi réelle qu'urgente pour la santé humaine", a conclu l'étude en question.

R. I.

Participation de nombreux exposants

4^{ème} édition de la fête du lait d'Imaloussene

La quatrième édition de la fête du lait du village Imaloussene relevant de la commune de Timizart (25 Km. au nord de Tizi-Ouzou), sera organisée samedi prochain, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Ce rendez-vous agricole annuel qui attire une foule nombreuse de visiteurs, est organisée par le comité de village Imaloussene sous le haut patronage de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a-t-on indiqué.

Des exposants activant dans la filière lait et le secteur de l'agriculture, dont des laiteries, des fromageries, des unités de vente de matériel et machines agricoles, et de produits d'entretien et sanitaires, prendront part à cet événement, a-t-on ajouté.

A propos de cette manifestation lancée en 2013, le comité de village Imaloussene, souligne que "Tamaghra Ouyefki" ou la fête du lait "est un événement qui revêt une importance particulière puisqu'il constitue un espace économique mettant la lumière sur une filière névralgique pour l'agriculture et l'industrie nationale".

En plus de cet aspect économique, la fête du lait d'Imaloussene revêt un cachet culturel et social, en rappelant "l'attachement des villageois à la terre et au travail manuel".

Elle est aussi une occasion pour la valorisation du métier d'éleveur et des activités de maraîchage et offre une occasion pour "la consolidation des liens fraternels et le raffermissement de la solidarité de l'entraide, et du partage", à travers le généreux repas collectif offert, à chaque édition, aux visiteurs, a-t-on relevé de même source.

H. I.

Tipasa

Campagne contre les risques liés aux incendies et noyades

Une campagne de sensibilisation contre les risques liés aux incendies de forêts et noyades en mer, a été lancée dimanche, à l'initiative de la direction de la protection civile de la wilaya de Tipasa, en perspective de la prochaine saison estivale, a t-on appris auprès de ce corps constitué. Outre la sensibilisation contre les risques liés aux incendies de forêts et noyades en mer, le programme de cette campagne, qui se poursuivra jusqu'à la mi-mai courant, s'étendra, également, à la surveillance des plages et la protection des récoltes agricoles contre les feux, à quelques semaines seulement du coup d'envoi de la campagne moissons-battages. L'opération profitera aux 28 communes de Tipasa, avec une attention particulière aux plages de la région enregistrant une grande fréquentation, ainsi qu'aux zones dotées d'un couvert végétal dense, a t-on ajouté de même source. Cette campagne, co-organisée par différentes parties concernées, dont les collectivités locales et les services de la wilaya, ciblera différentes catégories de la population, à travers la tenue d'activités de proximité au niveau des places publiques, en plus de l'animation, par des cadres des secteurs des forêts, de l'agriculture et du tourisme, de rencontres au profit des agriculteurs et des écoliers. D'importants moyens matériels ont été mobilisés pour le succès de l'opération, qui prévoit, aussi, l'exécution d'exercices de simulation de noyades et d'extinction d'incendies de forêts, par les agents de la protection civile. Les citoyens seront, notamment, instruits durant cette campagne, sur les moyens de prévention des incendies de forêts, ainsi que sur la nécessité de soutenir et prévenir les services concernés, en temps réel, en cas de différents accidents.

Bilal L

Lutte contre le VIH-SIDA

Les résultats obtenus par l'Algérie "particulièrement encourageants"

Les résultats obtenus par l'Algérie en matière de lutte contre le VIH-SIDA sont "particulièrement encourageants" dans une région où le taux de couverture est "le plus bas", selon un rapport de l'ONU-SIDA.

"Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, seuls 14% des adultes ont reçu un traitement, soit le taux de couverture le plus bas. Cependant, l'Algérie et Oman ont démontré que des taux élevés de couverture sont possibles dans la région", souligne le rapport de l'ONU-SIDA.

"Ces taux sont élevés malgré les crises affligeant la région, humanitaires et autres, les objectifs ambitieux de la Stratégie arabe de lutte contre le sida (2014-2020) sont particulièrement encourageants", est-il encore précisé dans le document. La même source a relevé que 22 millions de personnes touchées par le VIH de par le monde n'ont

pas accès aux traitements anti-rétroviraux, relevant qu'en 2014, la couverture du traitement chez les enfants a été "déplorablement faible". Seuls 54% des enfants en Amérique latine et 15% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont eu accès à un traitement. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, seuls 14% des adultes ont reçu un traitement, soit le taux de couverture le plus bas, selon le rapport.

Le même document précise qu'entre 2010 et 2014, le nombre de personnes nouvellement infectées en Europe orientale et en Asie centrale a augmenté de 30%, en grande partie parmi les consommateurs de drogues injectables.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, "les nouveaux cas d'infection apparaissent essentiellement chez les travailleurs du sexe et les consommateurs de drogues injectables", selon l'ONU-SIDA, faisant observer que ce sont "les

deux seules régions du monde à avoir vu le nombre de nouvelles infections à VIH augmenter depuis 2000".

Pour l'ONU, les cinq prochaines années représentent une "occasion unique, mais fragile de renverser la tendance", relevant à cet effet que "malgré les progrès réalisés, si nous acceptons le statu quo l'épidémie reprendra de plus belle dans plusieurs pays à revenu faible ou intermédiaire, les cas d'infection à VIH et les décès liés à des maladies associées au sida seront plus nombreux en 2030 qu'en 2015 et le coût des traitements s'envolera". Aujourd'hui, "il est possible de mettre fin à la menace de santé publique qu'est l'épidémie de sida d'ici à 2030, à condition d'accélérer la riposte en adoptant des objectifs ambitieux pour 2020 et en intensifiant nos investissements dès le départ", est-il encore recommandé dans le document de l'ONU-SIDA.

R. I.

Bouira

Le taux de couverture en gaz de 85 % d'ici à octobre prochain

Le taux de raccordement au réseau du gaz naturel dans la wilaya de Bouira augmentera jusqu'à 85 % d'ici à octobre prochain, a annoncé dimanche le secrétaire général de la wilaya, Menguellati Ahmed.



Actuellement, ce taux est 66,5 %, d'après les chiffres fournis par Lazhar Guemini, directeur de l'énergie et des

mines de Bouira. "Ce taux augmentera pour atteindre jusqu'à 85 % après l'achèvement de tous les projets inscrits dans le cadre du quinquennat 2010-2014", a

assuré M. Menguellati qui inaugurerait une série de projets à Bechloul (Est de Bouira) à l'occasion de la commémoration des massacres du 8 mai 1945. "Nous

sommes en train de suivre de très près l'évolution des différents projets de raccordement au réseau du gaz à travers la wilaya, et nous avons donné des instructions afin que ce programme soit achevé d'ici au mois d'octobre prochain", a expliqué le même responsable. Pour sa part, M. Guemini a expliqué à l'APS que jusqu'à présent, 6000 foyers avaient été raccordés au réseau du gaz naturel sur un linéaire de 460 km (réseau) à Bouira dans le cadre du programme quinquennal allant de 2010 à 2014. Ce programme porte dans sa totalité sur le raccordement de 20000 foyers sur un linéaire de 1500 km, a précisé le directeur de l'Énergie et des mines.

Lors d'un Conseil de wilaya organisé il y a quelques semaines, le wali de Bouira, Nacer Maskri, avait annoncé que tous les projets inscrits dans le cadre des différents programmes destinés à raccorder les sept communes restantes au réseau de gaz naturel seront achevés "d'ici à la fin de l'année 2016".

Les sept communes restantes sont El-Mokrani, Zbarbar, Maïlla, Ouled Rached, Souk Lakhmis, Boukram et Guerrouma.

R. B.

Inauguration de projets routiers à Bechloul

De nouveaux projets routiers ont été ouverts à la circulation dimanche à Bechloul (Est de Bouira) dans le sillage de la commémoration des massacres du 8 mai 1945, a-t-on constaté.

Le premier projet routier a été mis en service entre la localité d'Ouled Anboub et le chef lieu de la commune de Bechloul sur une distance de 1,5 km. Une enveloppe financière de plus de huit (8) millions de dinars a été consacrée à cette opération qui a été réalisée dans un délai de deux mois, selon les détails fournis au Secrétaire général de la wilaya, Ahmed

Menguellati. A Ouled Boukarou, quelque 300 habitants ont été désenclavés grâce à l'ouverture d'une route reliant leur localité au chef lieu de la commune de Bechloul sur une distance de près de 3 km, une opération à laquelle un montant de 12 millions de dinars a été alloué, ont expliqué les responsables du projet.

Les autorités locales de la wilaya ont par ailleurs lancé dans la matinée un projet similaire dans la localité rurale d'Ichihane pour relier celle-ci à la ville de Bechloul sur une distance de 1,6 km. M. Menguellati a donné le coup d'envoi des travaux devant être

réalisés dans un délai d'un mois, selon les prévisions de l'entreprise réalisatrice.

Un montant de plus de 8 millions de dinars a également été consacré à cette opération tant attendue par les populations locales d'Ichihane, où les responsables de la wilaya ont procédé par la même occasion à la mise en service d'un projet de gaz au profit de 481 foyers pour une enveloppe financière de 133 millions de dinars, a expliqué à l'APS Taleb Boukhalfa, responsable à la Direction locale de l'énergie et des mines.

R. B.

Tizi-Ouzou

Hausse des bénéficiaires de l'opération Solidarité Ramadan

Le nombre des bénéficiaires de l'opération de solidarité Ramadan 2016, est en hausse de 18% comparativement à l'année 2015, a indiqué, dimanche, le directeur local de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Bouchoucha Hadj.

Selon ce même responsable, qui intervenait lors d'un conseil de wilaya présidé par le secrétaire général, Zinedine Tibourtine, un

total de 45 239 familles démunies, bénéficieront du colis alimentaire d'une valeur de 4000 DA, cette année, contre 38 318, prises en charge en 2015, soit une hausse de 6 921 familles nouvellement identifiées suite à la mise à niveau du fichier des nécessiteux de la wilaya, a-t-il expliqué.

S'agissant de la cagnote mobilisée pour cette opération, elle est de plus de

181, 444 millions de DA. Sur cette enveloppe, 80 millions de DA sont mobilisés sur budget de wilaya, et plus de 78 millions de DA sur les budgets des communes. La contribution du ministère de la solidarité nationale de la famille et de la condition féminine est de plus de 16,565 millions de DA, et celle du Fond de la zakat de l'ordre de 2 milliards de DA à informé le DASS. A ces aides s'ajoute

la traditionnelle participation de l'entreprise citoyenne Sonatrach qui fera un don de 800 kits alimentaires d'un coût global estimé à 4,6 millions de DA, aux profit des nécessiteux de la wilaya. Par ailleurs, 30 restaurants "iftar" seront ouverts à travers plusieurs daïras, durant le mois de Ramadan pour servir un total de 3 600 repas/jour, a-t-on ajouté.

T. O.

Commune de Salah Bouchaour (Skikda) Eradication de l'ancien marché de gros des fruits et légumes

■ L'ancien marché de gros des fruits et légumes de la commune de Salah Bouchaour (Skikda), a été éradiqué dimanche, par les autorités locales, a-t-on constaté.

Les 65 commerçants activant dans ce marché, ont été transférés vers le nouveau marché de gros de fruits et de légumes, inauguré récemment dans la même localité a fait savoir, par l'occasion, le directeur du commerce de la wilaya de Skikda, Lakhdar Triaa.

La mise en exploitation de ce nouvel espace répond aux "aspirations des citoyens" et sera d'un grand apport pour le secteur du commerce sur le plan du contrôle, d'approvisionnement et de régulation, a précisé ce responsable, ajoutant que l'ancien marché de gros ne répondait plus aux exigences minimales d'hygiène pour l'exercice d'une activité saine. Des vendeurs qui exercent dans l'informel seront également intégrés dans ce nouveau marché de gros, qui constitue, selon le même responsable, un espace idoine pour l'exercice de cette activité et même pour l'exportation.

S'étendant sur une surface de quatre hectares, dont 5.600 mètres carrés bâtis, cette infrastructure commerciale à caractère régional, qui a nécessité une enveloppe financière de 430 millions de dinars, se compose de 128 rayonnages, quatre (4) chambres froides, et deux (2) espaces de stockage, ainsi qu'un pont-bascule (balance) et un bloc administratif, a-t-on rappelé.

R. S.

Médéa

Des micro projets pour d'anciens gardes communaux

■ Des décisions de financement de micro projets et des attestations de qualification professionnelle ont été remises dimanche à d'anciens gardes communaux de Médéa, lors d'une cérémonie organisée au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Soixante et un (61) anciens gardes communaux, affectés auparavant à travers les différents détachements de la garde communale de la région et démobilisés depuis quelques temps, ont reçu des décisions de financement de projets de création de micro entreprises et d'acquisition de matière première, financés par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem).

Dix-huit attestations de qualification professionnelles ont été remises, au cours de cette cérémonie, à des gardes communaux qui ont suivi une formation qualifiante à la Chambre de l'artisanat et des métiers (Cam). Ces attestations ouvrent droit, pour rappel, à ces détenteurs à l'une des multiples formules de financement proposées par l'Angem.

Initiée par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales (Micl), cette opération s'inscrit, d'après les services de la wilaya, dans le cadre de la prise en charge de cette catégorie qui a consenti d'énormes sacrifices, aux cotés des autres forces de sécurité, durant la décennie noire.

R. N.

In-Salah

Création prochaine d'une zone d'activités

■ Une nouvelle zone d'activités de 200 hectares est projetée dans la commune d'In-Salah (750 km Nord de Tamanrasset), dans le cadre de la promotion de l'investissement, a-t-on appris dimanche auprès de la représentation locale du secteur de l'industrie et des mines.

Cette zone d'activités, la deuxième du genre au niveau de la commune est localisée au lieu-dit In-Salah-2 (30 km Nord de la commune) et comprendra quelque 300 lots de terrain, a-t-on indiqué en précisant qu'un dossier, en cours d'élaboration, sera transmis aux instances de tutelle pour son financement.

Plusieurs projets d'investissement, englobant divers segments d'activités, ont été avalisés et devront générer de nombreux emplois, selon la même source. Il s'agit, entre autres, d'une minoterie, d'unités de traitement et de conditionnement de dattes, d'unités de production de pâtes alimentaires et d'aliments de bétail et d'une briqueterie.

Le secteur s'emploie à lever les contraintes aux investisseurs, à travers l'aménagement des zones d'activités existantes ou l'attribution de poches foncières par voie de concession et ainsi offrir des conditions adéquates à la promotion de l'investissement.

R. S.

CONFLITS ►►

Pour protester contre les frappes saoudiennes au Yémen

La délégation d'Ansaruallah quitte les pourparlers de paix

La délégation d'Ansaruallah (Houthie) s'est retirée dimanche des pourparlers de paix organisés par les Nations unies au Koweït, en signe de protestation contre les frappes aériennes de la coalition menée par l'Arabie Saoudite au Yémen.



Ces frappes, qui auraient fait sept morts dans les rangs des rebelles houthis, constituent, selon le

groupe, une violation flagrante du cessez-le-feu en vigueur.

Le raid aérien a touché la localité de Niham, à une trentaine de kilo-

mètres au nord-est de Sanaa, la capitale du pays, aujourd'hui aux mains des Houthis.

Les forces gouvernementales

yéménites, soutenues par l'Arabie Saoudite, se sont déployées en plusieurs endroits de la région au début de l'année, et se préparent manifestement à reprendre la capitale par la force au cas où les pourparlers de paix échoueraient.

De son côté, la délégation gouvernementale yéménite a accusé les Houthis d'avoir bombardé les forces loyalistes dimanche dans la région de Niham. Les rebelles sont également accusés de continuer à bombarder les faubourgs de la ville méridionale de Taiz, une ville assiégée depuis un an par les rebelles houthis et par les fidèles de l'ancien président Saleh.

Le cessez-le-feu, bien que fragile, a été globalement respecté depuis son entrée en vigueur le 10 avril entre le gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi - officiellement reconnu par la communauté internationale - les milices houthis et les partisans de l'ancien président Saleh.

Des négociations de paix pararrainées par l'ONU ont ensuite débuté le 21 avril au Koweït, pour tenter de mettre fin au conflit au Yémen.

Le conflit au Yémen a fait plus de 6 000 personnes, dont une moitié de civils, 35 000 personnes ont

été blessées et 2 millions ont été déplacées par le conflit, selon les agences d'aide humanitaire.

Riad D.

Iran Téhéran a testé un missile balistique d'une portée de 2 000 km

L'Iran a testé il y a deux semaines un missile balistique d'une portée de 2 000 kilomètres et d'une précision de huit mètres, a déclaré lundi un officier iranien cité par l'agence de presse Tasnim.

«Nous avons testé il y a deux semaines un missile d'une portée de 2 000 kilomètres avec une marge d'erreur de huit mètres, cela signifie une précision totale», a déclaré le général Ali Abdollahi cité par l'agence de presse.

Reuters

Le président s'indigne de l'expulsion de «Nordistes» d'Aden

Le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi a qualifié d'«inacceptables» les expulsions d'Aden (sud) de personnes originaires du nord de ce pays en guerre depuis plus d'un an, a rapporté l'agence officielle Saba.

La grande ville du sud du Yémen, où règne l'insécurité, est le berceau d'un mouvement séparatiste qui a récemment relancé la revendication d'une scission entre le sud et le nord du

pays, qui étaient deux Etats indépendants avant l'unification du Yémen en 1990. «Les agissements individuels consistant à expulser (d'Aden) des citoyens de Taëz et d'autres villes sont inacceptables», a déclaré M. Hadi en recevant dimanche soir à Riyad, où il réside, une délégation de ses partisans. «Taëz (grande ville du sud-ouest qui fait historiquement partie du nord) est la profondeur stratégique d'Aden», a-t-il ajouté.

Aden a été reprise à l'été 2015 aux rebelles chiites houthis par les forces progouvernementales - aidées par une coalition militaire arabe menée par l'Arabie Saoudite - et déclarée «capitale provisoire» du Yémen.

Tout en reconnaissant la nécessité du «maintien de l'ordre» à Aden, M. Hadi a invité les responsables de la ville à cesser les expulsions.

Reuters

Indonésie

Des cyberguerriers musulmans à l'offensive contre l'EI

Des centaines de cyberguerriers de la plus grande organisation musulmane d'Indonésie publient sur les réseaux sociaux d'innombrables messages faisant la promotion d'un islam modéré pour contrer la propagande de l'Etat islamique (EI) dans le pays musulman le plus peuplé au monde.

Munis de smartphones et d'ordinateurs portables, environ 500 membres de Nahdlatul Ulama (NU), la Renaissance des oulémas, qui représente l'Islam traditionnel indonésien, tentent ainsi de riposter à la stratégie en ligne de l'EI qui rallie à sa cause nombre de candidats au jihad à travers le monde.

«Nous ne laisserons jamais l'Islam être pris en otage par des imbéciles qui ont la haine au cœur», a écrit dans un message sur Twitter Syafi' Ali, un membre important de NU.

Un avis partagé par le chef de la section des jeunes de NU, Yakut Quomas : «Pour nous, l'islam signifie simplement apporter une contribution à la civilisation existante, et non pas la remplacer».

La propagande sur Internet aurait joué un rôle majeur pour

quelque 500 Indonésiens partis rejoindre l'EI au Proche-Orient, notamment ceux vivant dans des villes où l'accès au web est facile.

Les dangers de l'influence grandissante de l'EI en Indonésie ont été mis en exergue par les attentats-suicides et attaques armées le 14 janvier à Jakarta. Quatre civils et les quatre assaillants ont été tués dans ces attaques revendiquées par l'EI, les premières de cette ampleur en Indonésie depuis 2009.

Outre l'envoi d'un nombre important de tweets, les membres de NU cherchent à occuper le cyberespace en créant des sites faisant la promotion des opinions modérées de l'organisation. Ils ont ainsi mis au point une application Android et des chaînes de télévision en ligne, qui diffusent, notamment des sermons de prédicateurs modérés.

Une poignée de cyberguerriers sont basés dans un petit bureau à Jakarta, tandis que les autres se trouvent dans des lieux isolés, et tous communiquent entre eux par internet.

L'organisation des oulémas, qui fait la promotion d'un Islam modéré depuis des décennies,

reconnait avoir des difficultés à s'imposer face aux messages de haine de l'EI, organisation qui contrôle de vastes territoires en Syrie et en Irak, et dispose d'importants moyens financiers.

«NU a lutté pendant un moment contre cette propagande radicale. A chaque fois que nous leur infligeons une défaite, ils ne mettaient pas longtemps à retrouver leur force», explique Yahya Cholil Staquf, secrétaire général de NU.

L'organisation va promouvoir un Islam tolérant sur la scène internationale à l'occasion d'une réunion de responsables religieux du monde entier, qui s'est ouverte hier à Jakarta et s'achèvera mardi.

NU va mettre en exergue la particularité de la foi musulmane de l'organisation, l'Islam de l'archipel (Islam Nusantara), pour contrer l'interprétation radicale de l'Islam par l'EI. L'Indonésie, le plus grand archipel du monde avec 17 000 îles et îlots, compte environ 225 millions de musulmans sur une population de 255 millions d'habitants, pratiquant en grande majorité une forme d'Islam modéré. La philosophie de l'Etat indonésien se base sur le «Pancasila» (cinq

principes) qui reconnaît notamment l'égalité entre les six religions reconnues par le pays. Ce n'est pas le cas dans d'autres pays musulmans guidés par la loi islamique, la charia. De plus, il n'y a aucune référence à l'Islam dans la Constitution indonésienne, contrairement à celle, par exemple, de la Malaisie, pays voisin.

Fondée en 1926, l'Organisation des oulémas veut convaincre les musulmans à travers le monde de s'inspirer de l'Indonésie, où les minorités religieuses et une multitude de groupes ethniques coexistent pour l'essentiel pacifiquement, plutôt que des formes d'Islam plus dur au Proche-Orient.

Mais les cyberguerriers de NU apparaissent comme des amateurs face à l'EI, qui utilise de manière sophistiquée les réseaux sociaux pour promouvoir son idéologie radicale.

Cependant, observe Robi Sugara, expert en terrorisme, l'approche de NU est intéressante: «C'est une bonne stratégie de remplir les pages de recherche Google avec du contenu sur l'Islam modéré».

AFP

Syrie

Trois civils tués par des tirs de rebelles à Alep

Trois civils ont été tués dimanche à Alep par des tirs de roquettes du secteur rebelle sur les quartiers tenus par le gouvernement dans cette ville divisée du nord de la Syrie où une trêve est globalement respectée depuis cinq jours, selon une ONG.

Il s'agit des premiers morts rapportés depuis l'entrée en vigueur jeudi d'une trêve temporaire sous l'impulsion de Moscou et de Washington entre gouvernement et rebelles dans la deuxième ville du pays.

Les bombardements à Alep avaient fait près de 300 morts parmi les civils entre le 22 avril et le 5 mai, d'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Trois civils, dont une femme et un enfant, ont péri et 15 autres ont été blessés dans des tirs d'insurgés sur plusieurs quartiers du secteur ouest de la ville qui est sous le contrôle de Damas, d'après l'Osdh qui fait état de blessés graves.

Une trêve de 48 h a été prolongée jusqu'à mardi 00h01 (lundi 21h01 GMT), selon Moscou. Encouragées par l'arrêt des bombardements, des familles ont regagné leurs foyers et les écoles ont rouvert dans le secteur rebelle.

T. I.



Sénégal

Une application mobile pour sensibiliser sur le sort des enfants mendians

Comme des milliers d'autres enfants mendians, Mamadou tente de survivre dans les rues de Dakar. Mais contrairement à ses compagnons d'infortune de chair et d'os, il est fait de pixels, héros d'une application mobile visant à sensibiliser sur leur sort.



Par ce média emblématique de la modernité, un concepteur de logiciels sénégalais, Ousseynou Khadim Bèye, 32 ans, veut dénoncer la situation archaïque des «talibés» au Sénégal, des enfants, souvent de milieu rural, confiés à des «daaras», des écoles coraniques, et forcés à mendier dans les rues des grandes villes pour leur maître.

Avec "Cross Dakar City", lancé l'année dernière et inspiré d'un jeu d'arcade à succès des années 1980, Ousseynou Khadim Bèye intègre le club très prisé des développeurs dont les applications sont disponibles à la fois en formats Apple et Android.

Mais ce développeur installé à Lyon, en France, n'a pas choisi son sujet au hasard: revenant souvent dans son pays, il ne se fait toujours pas à la vision tristement banale des quelque 30.000 enfants quémandant dans la rue.

"Ils font partie du décor, cela n'émeut pas vraiment les gens", affirme le créateur à l'AFP, "ils pensent que c'est normal".

"L'idée n'est pas de dire aux parents que leurs enfants ne doivent pas apprendre le Coran",

explique-t-il, mais de leur montrer la réalité: "ils n'apprennent pas vraiment, ils mendient et donnent l'argent à l'école qui les exploite".

Lors de la "Journée nationale du talibé", célébrée le 20 avril, la section sénégalaise de la Société internationale pour les droits de l'Homme (SIDH/Sénégal) s'est alarmée du sort des talibés dans ces écoles, qualifiées de "vivier pour les auteurs d'exploitation et d'abus sexuel sur les enfants".

Enchaînés aux pieds

En février, les autorités ont découvert 20 garçons, âgés de 6 à 14 ans, enchaînés aux pieds par leur maître coranique dans une ville du centre du pays avec la complicité de deux menuisiers qui avaient fabriqué les fers.

Le personnage du jeu, Mamadou, est d'ailleurs un petit garçon "qui a décidé un jour de rompre les chaînes de la mendicité et d'aller à la rencontre de ses parents", précise Ousseynou Khadim Bèye.

"Pour ce faire", indique-t-il, "il faut traverser les rues de Dakar en évitant de se faire écraser par

les voitures" dans un environnement typiquement sénégalais, montant sur des pirogues ou esquivant les "cars rapides", véhicules de transport de passagers aux couleurs bariolées, souvent insoucieux des règles de circulation. "On peut se faire écraser par les charrettes, les taxis... Au début du jeu, la circulation est assez fluide et peu désordonnée, mais en augmentant de niveau, ça devient beaucoup plus difficile", poursuit le concepteur.

Au-delà de l'aspect ludique et du succès porté par l'importante diaspora sénégalaise en France et aux Etats-Unis, notamment le jeune homme a voulu mobiliser ses compatriotes contre ce phénomène.

Mais, comme dans son jeu, il s'est vite retrouvé broyé par la réalité, face au pouvoir - tout sauf virtuel - des marabouts.

Déconvenue

Les ONG spécialisées auxquelles il a proposé d'ouvrir un nouveau réseau d'écoles pour les "talibés" lui ont fermé la porte au nez, explique-t-il. Et le Fonds de l'ONU pour l'enfance (Unicef) lui a opposé un "non" ferme mais com-

patissant, rappelant que l'éducation était une compétence nationale sortant du cadre de sa mission. "Les structures d'accueil, dites écoles coraniques ou "daaras", qui devraient les accueillir ne remplissent pas les conditions pour le faire, pour l'essentiel", a reconnu Yves Olivier Kassoka, un spécialiste de la protection de l'enfance à l'Unicef.

Mais assumer la responsabilité d'un système éducatif "n'est pas le rôle direct de l'Unicef", a déclaré M. Kassoka à l'AFP, soulignant qu'il lui incombait d'agir auprès des autorités pour faire respecter les droits des enfants.

C'est du côté de l'Etat sénégalais que la déconvenue a été la plus cruelle, confie Ousseynou Khadim Bèye, qui dit avoir écrit au président Macky Sall et à l'ambassadeur de son pays en France, sans recevoir de réponse.

"Ils ont promis, mais cela n'est pas suivi d'effet", dit-il, en référence aux mesures adoptées par le gouvernement pour lutter contre ce phénomène, notamment une loi de 2005 qui interdit la mendicité forcée, sous peine de deux à cinq ans de prison, et d'amendes.

AFP

Kenya

Appel à des stratégies pour unir le continent africain

Le président kenyan, Uhuru Kenyatta, a appelé dimanche les pays africains à trouver des mécanismes qui comblent les lacunes régionales afin d'unir le continent.

M. Kenyatta a proposé lors d'un entretien à Nairobi avec le ministre des Affaires étrangères de la Guinée équatoriale Agapito Mba Mokuy, la création d'un institut continental pour former les dirigeants de différents pays sur le leadership africain pour qu'ils soient en mesure de faire avancer la cause du panafricanisme.

Le président kenyan a exprimé son attachement aux idéaux du panafricanisme qui encourage la solidarité des Africains à travers le monde et l'unité, essentielle au progrès économique, social et politique du continent.

Ghani I.

Burundi

Un mort dans un attentat à la grenade

Une personne a été tuée à la grenade et 12 autres blessées samedi soir dans la zone Buterere de la commune Ntahangwa située au nord de la capitale burundaise, Bujumbura.

Au moment où le porte-parole de la police nationale, Pierre Nkurikiye, a parlé d'une seule personne tuée lors d'une explosion d'une grenade lancée dans la rue vers 19h00 (17h00 GMT), SOS Media dans son tweet de dimanche, a annoncé le nombre de deux personnes tuées (deux femmes).

Entre-temps à Musaga, au sud de Bujumbura, un homme a été fusillé par des inconnus vers 21h00 (19h00 GMT) alors qu'il rentrait chez lui, selon le porte-parole de la police nationale.

La police nationale a indiqué que des enquêtes ont commencé pour identifier et traduire en justice les auteurs de ces crimes.

Les zones de Musaga et de Buterere figurent parmi les zones qui ont activement protesté à travers des manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza plébiscité en date du 25 avril 2015 par son parti pour participer à sa propre succession au fauteuil présidentiel, manifestations qui ont été sévèrement réprimées.

Depuis, les zones qui ont manifesté contre ce troisième mandat, qui célébrera bientôt sa première année, vivent une insécurité quasi-quotidienne.

R. A.

RDC

Kinshasa intensifie sa lutte contre le trafic des bonobos

On ne le trouve que dans les forêts tropicales de la République démocratique du Congo: le bonobo. Mais c'est aussi une espèce en danger. Les autorités ont donc mis en place un programme pour enrayer le trafic de ces animaux protégés, en lien avec plusieurs organisations de protection de la nature. Ces derniers mois, la police congolaise a multiplié ses saisies. L'organisation de protection de la nature, WWF, vient de l'indiquer: la police congolaise a encore arrêté un trafiquant fin avril.

Alors que le trafiquant était en train d'ache-

miner le bonobo en bateau vers Kinshasa, il a été intercepté à Mbandaka, à environ 600 kilomètres de la capitale. C'est la police congolaise qui est intervenue, comme le raconte, Eddy Mbuyi, en mission à Kinshasa pour l'organisation de protection de la nature, WWF: «Suite à des informations livrées par un des partenaires de WWF, un monsieur qui travaille dans la zone, les autorités ont été saisies, donc la police. C'est à ce moment qu'ils ont procédé à la saisie des bonobos et à l'arrestation des trafiquants».

Le bonobo se trouve à présent au zoo de

Kinshasa. Le trafiquant, lui, doit être jugé. Eddy Mbuyi informe: "Conformément à la loi congolaise, toute personne reconnue coupable d'avoir tué, blessé, capturé ou encore en possession d'un animal entièrement protégé, encourt une peine de prison allant d'un an à 10 ans et une amende de 5 à 10 millions de Francs congolais" (environ 9471 euros, Ndlr).

Eddy Mbuyi se réjouit de cette saisie du bonobo, signe, selon lui, d'une plus grande implication des autorités congolaises pour protéger les espèces menacées dans le pays.

RFI

The United States of Bernie Sanders



Bernie Sanders a gagné l'Indiana. Révélation de la primaire démocrate, ce candidat "socialiste" pourrait guerroyer contre Hillary Clinton jusqu'en juin. Il ne remportera pas l'investiture mais va rebattre les cartes de la gauche américaine.

Par Frédéric Martel

« Ici, la primaire aura lieu le 7 juin. Et je voterai pour Bernie Sanders », me dit Jean. Avant d'ajouter : « S'il est toujours dans la course. » Dans l'État du New Jersey, comme en Californie et dans le Nouveau Mexique, la primaire démocrate aura lieu bien tard. En général, à cette date-là du processus de désignation du candidat, le finaliste est déjà connu. Mais, cette année, les supporters de Bernie Sanders, comme Jean, une étudiante de Princeton dont le prénom se prononce "Jiin", espèrent qu'il sera toujours là pour talonner Hillary Clinton.

Sur le campus de Princeton, l'une des meilleures universités du pays, située dans le New Jersey, la bataille entre les partisans de Sanders et de Clinton fait encore rage. Elle divise les classes, oppose les professeurs et leurs élèves, partage les familles - et parfois jusqu'aux couples.

Nicholas, un étudiant de Princeton, me dit : « Je suis inscrit comme démocrate dans le New Jersey. Je soutiens Hillary Clinton et je pense qu'elle va l'emporter vu son avance sur Sanders. Bernie a beaucoup d'écho ici chez les jeunes, mais c'est un peu comme un oncle cool de la famille qu'on aime bien. À mes yeux, il n'a ni l'expérience politique suffisante ni les qualifications requises pour être président. Sa campagne est trop cen-

trée sur un seul sujet - l'inégalité économique -, ses idées sont trop binaires et pas assez pragmatiques. »

Érigé comme "prophète politique" par le *New Yorker*, Bernie Sanders restera comme un exemple inédit dans l'histoire politique de la gauche américaine. Certes, des candidats comme Jesse Jackson, Ted Kennedy ou Howard Dean ont pu incarner à d'autres époques l'aile gauche du Parti démocrate. Certes, un candidat pro-consommateurs et anti-système comme Ralph Nader a pu faire dérailler la campagne d'Al Gore en 2000 et contribuer à sa défaite en se présentant en indépendant sur sa gauche. Aujourd'hui, une sénatrice de gauche comme Elizabeth Warren, élue du Massachusetts, une universitaire spécialisée dans la critique du système bancaire et des lobbies, aurait pu s'inviter elle aussi dans la bataille de la primaire démocrate et se révéler une meilleure candidate que Sanders. Mais elle a préféré ne pas se lancer dans la course à la fois pour éviter un combat entre femmes et parce qu'elle juge être plus influente en coulisses. De fait, Bernie Sanders est donc devenu le héros inattendu de cette primaire démocrate. Le symbole d'une nouvelle gauche américaine.

Candidat des millenials

"Pour comprendre le phénomène Bernie Sanders, il faut remonter à Occupy Wall Street. Sa base se situe là, dans la contestation des banques et du système", m'explique Mark Levinson, un influent syndicaliste, qui édite aussi le supplément littéraire d'une revue de gauche. Il ajoute : "Bernie Sanders a fait la preuve qu'on pouvait s'émanciper de Wall Street. Les Démocrates ont toujours dit qu'ils avaient besoin des riches donateurs, des dons de Wall Street, pour gagner les élections. Sanders a montré le contraire et qu'on pouvait gagner avec des millions de petits dons." (Il a collecté plus de 200 millions de dollars à partir de micro-dons.) Mark Levinson suggère même que Sanders a

dépassé Barack Obama dans sa capacité à mobiliser la base du Parti démocrate. "Ce support massif des jeunes, des gens ordinaires est inédit, conclut-il. C'est cela qui restera de sa campagne."

Les millenials, ces jeunes nés autour de l'an 2000 et qui voteront, pour les plus âgés d'entre eux, pour la première fois cette année, constituent par excellence la démographie du vote Sanders. Beaucoup ont déjà des dettes du fait des coûts faramineux d'inscription à l'université; d'autres ont connu le chômage de masse. Leur mobilisation peut être analysée comme une révolte contre les failles du système.

David Marcus est le jeune coéditeur de la revue de gauche *Dissent*. Lui aussi a voté pour Bernie Sanders. "Le Parti démocrate ne sait plus parler aux jeunes ni aux classes populaires: c'est cela qui constitue l'électorat de Sanders, me dit-il, lors d'un café sur le campus de l'université Columbia, où il est en train de finir sa thèse. J'ai fait du porte à porte pour Obama et je continue à défendre son bilan mais je pense que son aspiration à créer à tout prix un consensus politique était une erreur. La politique vit de tension et meurt de consensus."

Pour une large part, Bernie Sanders n'est "pas un candidat: c'est un mouvement". Il a lui-même répété cette belle formule. On peut même aller plus loin: ce n'est pas le "message" qui a mobilisé les foules mais le "message"; non pas le candidat lui-même mais le contenu de sa campagne et la radicalité de ses propositions.

En dénonçant l'élite de Washington, la collusion d'Hillary Clinton avec Wall Street et la capacité des plus riches à influencer l'agenda politique par le financement des campagnes électorales, Bernie Sanders a frappé au cœur de la machine Clinton. Mais il est allé plus loin en bousculant les présupposés du Parti démocrate. Il a réclamé la fin des prêts bancaires pour les étudiants allant à l'université et milité pour un salaire mini-

mum à 15 dollars de l'heure. Ce faisant, il a transformé profondément la gauche américaine et lui a redonné espoir. "Le salaire minimum est aujourd'hui à 7,25 dollars de l'heure aux États-Unis. Réclamer 15 dollars, soit le double, peut paraître fou ou extravagant. Mais c'est ce rêve-là que la politique doit offrir, explique David Marcus. Mettre fin aux droits d'inscription à l'université, c'est totalement utopique aussi. Mais cette idée permet d'imaginer qu'un autre monde est possible."

Les maths contre lui

En dépit de l'énergie que la campagne de Bernie Sanders suscite encore sur le terrain, ou sur un campus comme celui de Princeton, le candidat "socialiste" a les maths contre lui. En nombre de délégués, Sanders a un retard considérable: il ne compte que 1.411 délégués (et 9 super-délégués) quand Hillary Clinton en a déjà engrangé 1.701 (et 522 super-délégués). Il en faut 2.383 pour gagner.

Les maths sont cruelles pour Sanders mais le bon sens plus encore. Avec l'abandon de deux candidats républicains en ce début du mois de mai (il y en avait dix-sept au départ), Donald Trump, le milliardaire de l'immobilier devenu star de la télé-réalité, semble bien parti pour gagner l'investiture républicaine. Ses positions anti-système, son racisme anti-latino et anti-arabe et son violent populisme en font une sorte de Marine Le Pen made in USA. La gauche s'affole face à la perspective de sa victoire potentielle en novembre. Il lui faut donc partir unie autour d'Hillary Clinton, la candidate la plus à même de gagner face à Trump. Tel est du moins ce que semble penser l'establishment démocrate.

Matthieu Karp, jeune professeur d'histoire à Princeton, n'est pas de cet avis. En décembre 2015, il a publié un intéressant



►►► article dans la revue néosocialiste Jacobin pour contrer les arguments des experts qui affirmaient que Bernie Sanders n'était pas éligible. Et lorsque je le rencontre à New York, cet historien de la guerre civile américaine me dit être resté un ardent supporter de Sanders. Il a fait sa campagne, pris la plume, fait du porte à porte et rêvé en la victoire du vieux socialiste. Certes, il reconnaît que Bernie Sanders devrait perdre l'investiture mais il continue à penser que son succès bénéficiera au Parti démocrate. "Bernie Sanders nous a permis d'avoir une meilleure idée de ce qu'était la gauche américaine. Avec lui est apparue une nouvelle force politique à la gauche du Parti démocrate, une aile gauche. C'est un héritage qui ne disparaîtra pas."

Le jeune juriste Scott Wilson a un autre point de vue. Il travaille pour une importante banque à Manhattan et a voté pour Hillary Clinton dans la primaire de New York alors que sa femme, Mary Ann, a voté pour Sanders. Selon lui, "Hillary Clinton est une figure centriste et rien ne la dévia de sa ligne. Bernie Sanders ne va pas avoir la moindre influence sur le reste de sa campagne. Bernie a de grands projets mais, lorsqu'on lui demande comment il entend les réaliser, il se contente de répondre qu'il faut une révolution dans notre pays. Une révolution par un seul homme: c'est un peu court!"

Le "problème Gore" de Clinton

Au-delà des idées, le moteur de la campagne Clinton se résume donc aujourd'hui à un seul argument: la menace Trump. La presse se moque régulièrement du milliardaire, de ses excès ou de ses dérapages, et beaucoup pensent que ce candidat d'une extrême droite qui ne dit pas son nom ne peut pas être élu aux États-Unis. Andrew Sullivan, un intellectuel républicain, dont les positions versatiles et iconoclastes font une partie de son charme, signe un long article à la une du New York Magazine pour prédire, au contraire, que Trump pourrait très bien gagner la présidentielle en novembre. "Le mouvement Trump est clairement fascisant dans sa diabolisation des étrangers, sa dénonciation des minorités (les musulmans et les Mexicains étant les nouveaux juifs) et sa croyance en un leader unique et tout-puissant", écrit Sullivan.

Pour lui, la "dynamique Trump" se nourrit aussi de la haine contre Hillary Clinton, qui reste très forte aux États-Unis, où elle est perçue négativement par une majorité de la population (et même comme toxique par une minorité très active). Dans l'Indiana mardi 3 mai, Bernie Sanders l'a devancée de 30 points parmi les classes populaires et plus des deux tiers des électeurs considérés comme "indépendants" l'ont également rejetée, en lui préférant Sanders. Il va y avoir un débat, prédit Sullivan, entre "le changement et la continuité", Clinton incarnant l'élite corrompue et Trump le changement et une forme de populisme radical. Ce dernier atteint pourtant lui aussi des records d'impopularité dans certains segments de la population (les femmes et les hispaniques notamment, à plus de 70%).

Andrew Sullivan prédit que Donald Trump va modérer son discours, maintenant qu'il est le candidat "naturel" du Parti républi-



cain, pour élargir sa base, séduire l'Américain moyen et les électeurs indépendants. Pour répondre à leur anxiété, il ne devrait pas, comme le ferait un candidat plus conservateur ou plus religieux, radicaliser son point de vue sur la question de l'avortement ou le mariage gay (sujets sur lesquels il est plutôt modéré) mais rompre avec l'orthodoxie républicaine sur les impôts et durcir ses critiques contre les accords de libre-échange. Pour Sullivan, cette stratégie peut lui permettre d'attirer à lui le vote des ouvriers et des salariés pauvres blancs, en les éloignant d'Hillary Clinton. "Clinton a un problème Gore", résume Sullivan, en référence aux difficultés d'Al Gore à séduire les classes populaires durant la présidentielle de 2000, ce qui a contribué à l'élection de George W. Bush.

Cet argument est repris également par l'essayiste Thomas Frank qui, à l'époque, avait signé un livre remarqué, *What's the Matter With Kansas?*, dans lequel il tentait de comprendre le comportement politique paradoxal des classes populaires qui votaient républicain contre leurs propres intérêts. Le même Thomas Frank a publié en mars un nouvel essai intitulé *Listen, Liberal*,

consacré cette fois à l'écart qui s'est creusé entre les classes populaires, notamment les travailleurs pauvres blancs, et le Parti démocrate. Un gouffre que Bernie Sanders a justement tenté de combler.

Laissés-pour-compte de la mondialisation

Professeure à Princeton, Sophie Meunier suggère que les reports de voix de Sanders sur Clinton ne seront pas automatiques:

"Tous les électeurs de Sanders ne sont pas de jeunes étudiants idéalistes. Sur le plan économique, une partie des électeurs de Trump et de Sanders se confondent. Ce sont, en gros, les laissés-pour-compte de la mondialisation. Sur le plan social, ces électeurs de Sanders ne votent traditionnellement pas pour les candidats républicains classiques car le GOP est devenu extrémiste, pour ne pas dire fondamentaliste, sur certaines questions de société. Mais il est possible que ces électeurs, qui ne sont pas si éloignés que ça des électeurs du Front national en France, se reportent sur Trump parce qu'il brouille toutes les cartes. Paradoxalement, il fait moins peur aux classes populaires socialement progressistes que des intégristes comme le candidat républicain Ted Cruz, qui vient d'abandonner la course à l'investiture."

On peut d'ailleurs noter que Donald Trump a pris cyniquement la défense, ces dernières semaines, de Bernie Sanders, "terriblement maltraité par les Démocrates". Ses conseillers constatent que les électors de Trump et Sanders, où les classes populaires blanches sont surreprésentées, se chevauchent: ils sont animés par la même crainte de la mondialisation, le même ressentiment contre l'élite de Washington et une peur du déclassement social qui se nourrit du constat de vivre moins bien que leurs parents.

Tous partagent l'idée que l'Amérique est en déclin et ils aspirent, nostalgiques pour Sanders ou pessimistes pour Trump, à renouer avec l'ascension sociale des Trente Glorieuses. (Ce sentiment est moins prégnant au sein de la classe moyenne aisée, les classes supérieures, les minorités noires et latines, lesquelles sont malgré tout en ascension sociale, ou chez les retraités - électors optimistes de base d'Hillary Clinton).

D'autres observateurs doutent toutefois de la capacité de Donald Trump de séduire les électeurs de Bernie Sanders. Ainsi de l'éditorialiste Charles Blow, qui pense que les électeurs de Sanders et de Trump ne partagent rien, si ce n'est une certaine amertume et nostalgie. "Une quelconque coalition Trump-Sanders est plus qu'improbable", écrit Blow qui constate que les électeurs de

Trump veulent moins d'État, moins de régulation du marché et sont anti-Mexicains quand ceux de Sanders, égalitaires, pro-éducation et pour une meilleure couverture maladie, veulent le contraire.

Pour Stanley Katz, professeur émérite à Princeton, "la campagne de Sanders est idéaliste, voire chimérique, mais elle a donné aux électeurs progressistes une voix. Elle montre un malaise et un mécontentement profond à l'égard de la candidature Clinton au sein du Parti démocrate". Reste qu'il "pense que les supporters de Sanders finiront par voter Clinton même si c'est à reculons et à leur corps défendant".

Menace Trump

Malgré sa victoire mardi 3 mai dans l'Indiana, Bernie Sanders est en train d'atténuer ses critiques à l'égard d'Hillary Clinton. Il a aussi procédé fin avril à la mise au chômage d'une large partie de son staff de permanents salariés, un signe de défaite annoncée. Certes, il devrait continuer à se battre jusqu'au bout pour tenter d'influer sur l'agenda de la convention démocrate, prévue du 25 au 28 juillet à Philadelphie, mais il donne ainsi un signe clair, comme s'il ne croyait déjà plus lui-même à sa capacité de pouvoir gagner l'investiture.

Les sondages lui sont encore favorables en Virginie Occidentale, dans le Kentucky et l'Oregon, les scrutins à venir, mais cela ne suffira pas.

Hillary Clinton, de son côté, n'évoque plus guère Bernie Sanders et concentre désormais exclusivement ses critiques contre Donald Trump. Ses conseillers et différents comités d'action politiques épluchent déjà l'historique des multiples activités de Donald Trump pour déceler les points faibles de sa candidature. L'été et l'automne risquent d'être d'une violence politique inouïe entre les deux géants Trump et Clinton. Hillary se prépare déjà à cette bataille-là.

Face à une campagne imprévisible conduite par un leader incontrôlable - Donald Trump est un candidat "non politique" qui n'a jamais été élu mais a réussi à s'imposer à la tête des Républicains en quelques mois -, les Démocrates sont aujourd'hui aussi circonspects qu'inquiets. L'aventure Bernie Sanders s'éloigne donc nécessairement à mesure que la menace Trump se précise. Et le jeune éditeur de Dissent, David Marcus, de conclure, résumant ce que beaucoup pensent à gauche:

"Sanders est arrivé trop tôt. Un candidat plus jeune aurait pu convaincre l'électorat noir et latino; un candidat plus organisé aurait pu battre Hillary Clinton. Mais ce n'est que le début. Désormais, nous savons qu'il existe une aile gauche du Parti démocrate".

F. M.



Canada

Un adolescent découvre les traces d'une grande cité maya

William Gadoury a constaté que les Mayas construisaient leurs cités en fonction de la position des étoiles.

Il s'appelle William Gadoury, il a quinze ans, et il vient ni plus ni moins de découvrir l'emplacement d'une ancienne cité maya. La prouesse de ce jeune Québécois de la ville de Saint-Jean-de-Matha fait l'admiration de la communauté scientifique internationale. L'Agence spatiale canadienne lui a d'ailleurs remis une médaille, signale Le Journal de Montréal.

Tout commence quand la planète se prend d'intérêt pour le calendrier maya prédisant la fin du monde en 2012. L'adolescent commence à se passionner pour cette civilisation qui a dominé l'Amérique centrale de 2500 av J.C au VIIIe siècle environ. Les Mayas sont notamment connus pour leur maîtrise de l'écriture, de l'astronomie et pour les villes sophistiquées qu'ils ont construites au cœur de la forêt tropicale. C'est à ces dernières que William Gadoury a consacré son travail ces trois dernières années. Un mystère retient la curiosité du Canadien:

"Je ne comprenais pas pourquoi les Mayas avaient construit leurs cités loin des rivières, sur des terres peu fertiles et dans les montagnes", a-t-il expliqué au journal local. "Il fallait qu'il y ait une autre raison, et comme ils adoraient les étoiles, l'idée m'est venue de vérifier mon hypothèse."

Quand un codex maya rencontre Google Earth

Il se procure alors un vieux Codex maya qui évoque les 22 constellations connues par cette civilisation d'astromes. Sur une carte, il rejoint les étoiles entre elles. Il reproduit ce réseau et ces formes sur un transparent et les applique sur la carte Google Earth de la péninsule du Yucatan, que se partagent aujourd'hui le Mexique, le Guatemala et le Belize. La conclusion s'impose à lui: l'emplacement des étoiles dans le ciel correspond à celles des villes mayas sur la terre.

Il ne s'arrête pas là. Dans un autre livre de référence sur le sujet, il trouve l'évocation d'une vingt-troisième constellation. Le schéma marche à nouveau:



deux anciennes cités reproduisent les positions des étoiles. Mais, William Gadoury constate que la constellation regroupe trois astres et qu'une troisième localité manque à l'appel.

William Gadoury assistera aux fouilles

Il ne se démonte pas et explique sa démarche à l'Agence spatiale canadienne. Celle-ci lui fournit alors des images satellites de la région provenant de la NASA et de l'agence japonaise Jaxa. Des images satellites prises en 2005 au-dessus de l'actuel Belize permettent de percevoir ce qui semble être les vestiges d'une pyramide et d'une trentaine de constructions. Il baptise alors la cité qu'il

vient d'exhumer à distance: K'AAK' CHI' soit "Bouche de feu" en français. Les scientifiques estiment d'ailleurs que K'AAK' CHI' n'est pas une "quelconque" cité maya mais une des cinq plus importantes. Le travail de William Gadoury permet aussi d'établir que les villes les plus vastes construites par les Mayas étaient liées aux étoiles les plus brillantes.

Cependant, aucune expédition archéologique n'a encore été diligentée pour vérifier l'existence de "Bouche de feu" sur le terrain. La raison en est économique car ces opérations coûtent très cher. Mais les scientifiques ont promis à William Gadoury qu'il serait présent lors des fouilles.

BFMTV

Au moins 10 morts

Elections sanglantes aux Philippines

Au moins 10 personnes ont péri lundi, jour d'élections, aux Philippines, où des hommes armés ont notamment attaqué un bureau de vote, a annoncé la police.

Les autorités ont toutefois minimisé l'importance de ces violences et estimé que les élections s'étaient globalement déroulées dans un climat pacifique.

Les Philippines votaient notamment lundi pour désigner entre autres le successeur du président Benigno Aquino, le populiste Rodrigo Duterte faisant figure de favori. Dans la plus meurtrière des attaques, sept personnes ont été tuées dans

une embuscade peu avant l'aube à Rosario, une ville proche de Manille connue pour ses violences à caractère politique, a annoncé Jonathan del Rosario, porte-parole de la police.

A Guindulungan, petite ville pauvre de la province de Maguindanao, dans le sud de l'archipel, où sévissent des milices privées, un électeur a été abattu dans un bureau de vote, selon la police.

L'explosion d'une grenade sur un marché de Cotabato, une ville proche de Maguindanao, a par ailleurs fait un mort.

Dans la ville voisine de Sultan Kudarat, bastion du

plus grand groupe de rebelles musulmans du pays, une vingtaine d'hommes armés ont pénétré dans un bureau de vote et emporté les machines de vote.

Dans la province d'Abra, dans le nord, une fusillade a éclaté entre partisans armés de rivaux politiques, faisant un mort et deux blessés, dont un porte-parole de la police locale.

Pour autant, Rowena Guanzon, porte-parole de la Commission électorale, a estimé que ces actes de violences, qui se sont produits dans des zones considérées comme tendues, n'auraient aucun impact sur le déroulement des scrutins locaux et

nationaux qui se tiennent lundi. "Il y a des incidents isolés", a abondé de son côté Noel Detoyato, porte-parole de l'armée. "Leur impact sur la tenue du scrutin est limité."

Avant lundi, 15 décès liés aux élections avaient été comptabilisés depuis le début de l'année par la police.

Les violences à caractère politique sont un des fléaux de la société philippine et sont notamment dues à la corruption, à des règles très souples sur le contrôle des armes à feu, et à des rivalités entre les clans familiaux.

AFP

Liban

La liste soutenue par Hariri remporte les municipales à Beyrouth

La liste soutenue par les principaux partis politiques libanais, dont le Courant du futur de Saad Hariri, a remporté dimanche les élections municipales à Beyrouth où elle affrontait un mouvement indépendant qui entendait s'appuyer sur le mécontentement des Libanais.

Selon la presse locale, la liste "les Beyrouthins", conduite par Djamal Itani a remporté l'élection malgré une très faible participation d'à peine plus de 20%. Les résultats définitifs doivent être communiqués dans la journée de lundi.

Les élections municipales organisées dimanche étaient les premières au Liban depuis six ans. Les législatives prévues en 2013 ont été repoussées à deux reprises en raison de l'instabilité politique alimentée par le conflit syrien.

La liste "les Beyrouthins" était soutenue par les principaux courants politiques libanais à l'exception du Hezbollah chiite. Elle faisait face à la liste "Beirut Madinati", un mouvement qui s'appuie sur le mécontentement des Libanais devant les divisions d'une classe politique minée par ses rivalités internes et qui ne parvient pas même à s'entendre sur certaines décisions de base, comme par exemple l'endroit où déverser les ordures ménagères.

Reuters

Paraguay

Les étudiants manifestent pour une meilleure éducation

Les étudiants paraguayens occupent les écoles et boycottent les cours depuis mardi dernier, demandant une éducation de meilleure qualité et à mettre fin au délabrement des écoles, selon des médias.

Ces manifestations sont sur le point de devenir la plus grande crise politique du mandat du président Horacio Cartes, selon les médias.

Les étudiants qui s'étaient rassemblés dans une école de la capitale Asuncion se sont réjouis d'entendre que Mme Lafuente avait présenté sa démission jeudi midi suite à une réunion avec le président, ce qui marque une première victoire pour le mouvement étudiant.

Dimanche, trois organisations étudiantes différentes ont présenté ensemble une déclaration contenant leurs demandes, indiquant qu'elles boycotteraient les cours jusqu'à ce que le président et le nouveau ministre de l'Éducation conviennent de les rencontrer, a rapporté le site d'informations paraguay.com.

Parmi leurs demandes figurent une réforme de l'éducation et une augmentation graduelle du pourcentage du PIB alloué à l'éducation, aux formations des enseignants et aux repas scolaires.

Ils souhaitent également que les écoles en très mauvaises conditions soient déclarées en état d'urgence et que des mesures immédiates soient prises pour financer leur rénovation.

Dans une histoire séparée mais liée à ces demandes, le site d'informations a rapporté "encore un autre incident de toit d'école qui s'écroule". L'incident est survenu samedi dans une école du département d'Itapua, situé dans le sud du pays.

R. I.

Après cinq ans de conflits

Le patrimoine culturel du Moyen-Orient menacé de disparition

Conséquence de cinq ans de conflits armés dans la région aggravés par les attaques terroristes ciblant les sites archéologiques, les destructions et de pillages du patrimoine culturel au Moyen-Orient se poursuivent avec le risque à terme de le voir disparaître ainsi qu'une part inestimable de la mémoire de l'Humanité.



Le constat est dressé par des spécialistes dans la région, unanimes à brosser un tableau très sombre de l'état du patrimoine culturel, à l'exemple du secrétaire général de l'Union des archéologues arabes basée au Caire, Mohamed El-Kahlaoui, qui évoque une «dégradation effrayante» des sites et richesses archéologiques au Moyen-Orient.

Mohamed El-Kahlaoui évalue à 50% de pertes pour le patrimoine en Syrie et en Irak, et à 30% pour l'Égypte.

Dans une déclaration à la presse en mars, l'archéologue mettait en cause les conflits qui déchirent les pays du Moyen-Orient en butte aussi à une montée de l'extrémisme religieux.

Cette situation est également due, selon lui, à l'état d'abandon des sites historiques dans ces pays où les sociétés ne sont pas conscientes de la valeur de leur patrimoine culturel.

De son côté, l'égyptologue Zahi Hawass estime à un tiers la part du patrimoine archéologique en Égypte illégalement vendu à l'étranger entre 2011 et

2013. Il avait également indiqué à la presse que le trafic des pièces archéologiques égyptiennes se poursuivait jusqu'à aujourd'hui, «mais dans une moindre mesure», comparativement à la période des troubles politiques qui ont conduit à la chute du président Hosni Moubarak.

Des pièces archéologiques avaient été volées au musée du Caire en 2011, et des milliers de manuscrits anciens et rares brûlés dans l'incendie de l'Institut d'Égypte en décembre de la même année.

Pour El-Kahlaoui qui cite l'exemple du Musée national irakien avec «plus de 7 000 pièces volées, à ce jour», le monde arabe subit une opération ciblée contre son patrimoine culturel par un Occident qui veut en effacer l'histoire.

L'Irak pillé depuis 2003

Dans un entretien paru en avril, l'archéologue irakien Amer Abd el-Razzaq soutenait que les atteintes au patrimoine culturel d'Irak avaient commencé avec la deuxième guerre du Golf en

2003, lorsque le Musée national a subi «la plus grande opération de pillage de son histoire».

Il estime à près de «15 000 le nombre de sites archéologiques irakiens détruits et pillés», quelques mois après l'invasion américaine.

L'armée américaine, rappelle l'archéologue, a également «reconverti de nombreux musées et sites historiques en bases militaires», à l'image de l'antique ville de Babel et du site sumérien de Kish.

Avec la destruction de la ville de Nimrod (XIII^e siècle), l'incendie de la bibliothèque de Mossoul et le pillage de l'antique Hatra (le siècle AV-J.-C), l'année 2015 aura été la plus dévastatrice pour l'ensemble du patrimoine du Moyen-Orient.

La même année, en Syrie, l'organisation terroriste autoproclamée Etat Islamique a détruit des pans entiers de Palmyre (I^{er}/II^e siècle), alors que d'autres sites historiques, comme la ville d'Alep (XVI^e siècle), étaient le théâtre de violents affrontements.

Dans un rapport publié en 2014, l'Institut des Nations unies

pour la formation et la recherche (Unitar) a estimé à quelque 300 sites historiques détruits ou pillés depuis le début du conflit dans ce pays en 2011.

Selon des médias, le pillage du patrimoine archéologique de Syrie représente la deuxième source de financement de l'Etat islamique, après le trafic du pétrole qui rapporte à l'organisation terroriste, selon un diplomate américain, 100 millions \$ par an. La vente des trésors archéologiques d'Irak et de Syrie dans des capitales occidentales ou sur des sites en ligne comme e-Bay, est par ailleurs régulièrement signalée dans les médias.

Le patrimoine du Moyen-Orient aura également connu son lot de destructions au Yémen, un pays en proie à l'instabilité depuis la chute en 2012 du président Ali Abdallah Saleh, et dont des sites historiques comme Sana, la capitale, classée au patrimoine de l'Humanité, ont subi de graves dommages.

Riad D.

Festival national du court métrage universitaire 23 œuvres au programme

Quelque 23 œuvres figurent au programme du 1^{er} Festival national du court métrage universitaire, qui a débuté hier à Mostaganem, a-t-on appris, dimanche des organisateurs.

Les auteurs de ces œuvres brigueront plusieurs distinctions, celles de la meilleure oeuvre, de la meilleure idée, du scénario, du montage, du tournage et du prix spécial du jury.

Ce festival est initié par le département de arts et spectacles de la Faculté de lettres arabes et arts de l'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem, avec la participation de six établissements universitaires et l'Institut national des métiers d'arts de spectacles audiovisuels d'Alger.

Cette manifestation culturelle, la première du genre, se veut un espace de rencontre, de dialogue et d'échanges entre universitaires et artistes. Elle vise à faire connaître le court métrage universitaire et donner la chance aux étudiants créatifs pour faire découvrir leurs œuvres.

Parallèlement à la projection des oeuvres en lice, une série de communications est prévue sur l'histoire du cinéma algérien et ses spécificités, L'écriture d'un scénario réussi du court métrage, Le film documentaire et le 7^{ème} art Analyse sémiologique du film, Montage créatif.

Une table ronde sur la critique cinématographique et le court métrage est également prévue par les organisateurs.

Deux ateliers de formation seront organisés au profit d'une cinquantaine d'étudiants, en plus de la mise sur pied de deux expositions de livres et de photos.

Cette première édition du Festival national du court métrage universitaire devra honorer la famille du défunt cinéaste, Amar Laskri, rappelle-t-on.

R. C.

Unesco Journées nationales du monologue

Le one-man-show Oustadh ânif en ouverture

Le one-man-show intitulée Oustadh ânif (professeur violent) a ouvert samedi soir à la Maison de la culture Mohamed Laïd Al Khalifa de Batna les journées nationales du monologue qui se poursuivront jusqu'au 10 mai courant.

Le comédien Salah Boubir, du Théâtre régional de Batna (TRB), connu également pour son rôle dans la série télévisée *Djeha* a campé le rôle d'un enseignant dont les réactions sont devenues de plus en plus violentes envers son environnement et tente à travers son show de présenter une lecture critique de la situation de cette profession noble.

Le public assez nombreux, en dépit de l'averse qui s'abattait durant le spectacle sur la ville, a suivi avec intérêt cette représentation théâtrale précédée d'un concert de musique chaâbi de la troupe El Moustakbal.

Khabat karaou de Hakim Dekkar (Constantine) et *Kayen oua kayen* de Laâmeri Kaouane (Sétif) figurent, entre autres, au programme de la manifestation qui coïncide avec la célébration du Mois du patrimoine, a indiqué Abderezak Bouchenak, directeur de la maison de la culture Mohamed Laïd Al Khalifa.

Deux stages de formation sur les principes et bases de l'art du monologue seront animés durant la manifestation par les deux artistes, Fouad Leboukh et Bouzid Chouïb.

Des spectacles seront présentés en marge de la manifestation dans les grandes villes de la wilaya dont Barika, El Madher, Aïn Touta, Arris, Merouana et Chémora, a indiqué le directeur de la Maison de la culture de Batna.

G. H.

Festival du cinéma méditerranéen d'Oujda

Chacun sa vie de Ali Ghanem primé

Le film *Chacun sa vie* du réalisateur algérien Ali Ghanem s'est vu décerné le Prix de la meilleure interprétation féminine du 5^e Festival du cinéma méditerranéen et de l'immigration qui a pris fin samedi soir à Oujda (nord du Maroc), a rapporté la presse locale.

Le prix récompense l'actrice française, Alice Taurand, qui a incarné le rôle de Nadira, personnage principal dans ce film qui porte un regard sur la vie en immigration et les difficultés de l'intégration des immigrés.

Sorti en 2014, ce long métrage

«épluche en 90 mn le thème de l'immigration à travers l'histoire de Rachid, un retraité qui rêve de rentrer en Algérie, son pays natal, après 30 ans d'exil. Devant le refus de sa femme et ses enfants, nés en France, il décide de repartir seul», selon le synopsis.

Quatrième film du réalisateur, *Chacun sa vie* a concouru aux côtés de sept autres films dont *Fièvre*, *Sotto Voce* et *Aida* (Maroc) et *Boarding* (Syrie).

Natif de Constantine, Ali Ghanem, également écrivain, compte à son actif quatre films, *Mektoub* (Destin, 1970), *L'autre*

femme (1975) et *Une femme pour mon fils* (1982), une adaptation de son roman éponyme publié trois ans plus tôt.

Le Grand Prix du festival est revenu au film *Fatima* du réalisateur français Philippe Faucon, alors que *Boarding* du Syrien Ghatfan Ghanoum s'est adjugé le grand Prix du jury.

Organisée par l'association Solidarité pour le développement et l'immigration, cette manifestation cinématographique vise à promouvoir le cinéma méditerranéen consacré à l'immigration et aux immigrés.

G. O.

«Gare à la flatterie, ma fille : trop de sucre gâte les dents.»

Madame de Sévigné



«Les compliments sont le protocole des sots.»

Voltaire

• *Mariah Carey fait la fête les fesses à l'air à Los Angeles* •

Toujours plus classe

Mariah Carey s'est éclatée comme une petite folle vendredi soir à Los Angeles. L'ambiance était chaude!

Quand il s'agit de choisir ses tenues de soirée, Mariah Carey fait rarement dans la dentelle. Pour la résille, en revanche, vous pouvez toujours compter sur elle. Invitée au 10 OAK de Los Angeles pour la Bar Mitsvah de la fille de sa manageuse, Stella Bulochnikov, la diva, à défaut d'avoir abusé du tissu, avait sorti le grand jeu dans une robe noire ultra décolletée et dont le long filet n'a rien caché de ses formes avantageuses! Pour ne pas déplaire à Mariah Carey, la soirée était placée sous le signe de l'opulence. TMZ rapporte que la jeune Stella a eu droit à un gâteau en chocolat et red velvet de 200 kilos et une voiturette de golf Bentley, tandis que la musique a été assurée par un DJ de la radio Power 105. Le tout pour quelques centaines de milliers de dollars, incluant notamment le coup de location du club un vendredi soir. Bien déterminée à prouver qu'on peut avoir 46 ans et faire la fête toute la nuit, Mariah a ensuite prolongé les festivités au café Berri, où elle est allée dîner tard avec un ami, l'air visiblement un peu éméchée. Un peu chanceuse sur le trajet du retour, elle a tout de même offert son plus beau sourire aux paparazzi en regagnant sa voiture, comme le montrent de nombreux clichés publiés sur le *Daily Mail*.



BIEN-ÊTRE

NEUF CHOSES CONTAGIEUSES SANS QUE VOUS NE LE SACHIEZ !

Saviez-vous que le bâillement ou certaines émotions peuvent s'avérer aussi contagieux qu'une grippe ? Veillez à laisser les choses négatives de côté au profit des bonnes ondes !

1/ Le stress

Une étude publiée dans le journal *Social Neuroscience* en 2012 a démontré que le simple fait d'être au contact d'une personne stressée influencerait sur notre production de cortisol, l'hormone du stress. D'autres recherches ont avancé que nous étions réceptifs à l'odeur de sueur, même indétectable, d'une personne stressée, et que cela suffit à nous mettre en alerte.

2/ Les objectifs

Avez-vous déjà remarqué comme un enfant peut se focaliser sur un jouet juste

parce qu'un autre enfant le désire, et s'en désintéresser une fois qu'il le possède ?

Une étude de 2012 a démontré que ce qui nous motive, c'est l'envie de posséder plutôt que le fait de simplement posséder. Vouloir ce que les autres pourraient avoir à notre place nous permet d'avancer et de nous dépasser.

3/ La solitude

La solitude nous rend négatifs, irritables et nous met sur la défensive. Les gens solitaires sont donc plus susceptibles de mal se comporter avec les autres. Ces nouvelles personnes font donc de même avec les suivantes, et ainsi de suite, perpétuant une mauvaise énergie.

4/ La peur

Il est possible de ressentir la peur d'une personne à ses expressions faciales mais aussi à son odeur. Cela explique notamment comment les mouvements de panique se forment sans raison apparente dans une foule. Cette réponse permet aux "groupes

" de mieux se protéger du danger.

5/ Le dégoût

Les signaux chimiques que libère notre organisme peuvent véhiculer différentes émotions, même si les phéromones sécrétées à travers notre peau ne sont pas forcément détectables. Ainsi, nous pouvons partager des émotions comme le dégoût.

6/ La joie

Il n'est pas nécessaire d'avoir un contact direct avec une personne pour véhiculer la joie. Il est possible de communiquer le bonheur rien que par le regard. Ainsi, l'attitude joyeuse d'une personne peut suffire à transmettre la bonne humeur à travers tout un groupe de personnes.

7/ Les pensées négatives

Il n'y a pas que les émotions qui peuvent passer d'une personne à l'autre, mais aussi une façon de penser, comme la tendance à voir tout en noir. Une étude récente a démontré que les étudiants se calent sou-

vent sur l'état d'esprit de leur colocataire. Ainsi, ceux qui partagent leur habitat avec une personne souriante et positive abordent la vie d'une meilleure façon, tandis que ceux qui sont entourés de négativité finissent par broyer du noir.

8/ L'essoufflement

Attention quand vous êtes à votre salle de sport et que vous jetez un œil aux autres personnes. Quand celles-ci ont les joues gonflées et peinent à trouver leur respiration, cela a un impact également sur vous en accélérant votre respiration. Cela serait dû à notre capacité d'empathie, qui provoque une réponse involontaire de notre organisme.

9/ Les démangeaisons

Voir quelqu'un se gratter active les zones de notre cerveau en cause dans les perceptions physiques de démangeaisons. Encore une fois, notre capacité d'empathie y serait pour beaucoup !



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Édité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP 1**, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

O Lyon Ghezzal dans l'équipe-type de la 37e journée

■ L'ailier international algérien de l'Olympique Lyon Rachid Ghezzal figure dans l'équipe-type de la 37e journée du championnat de Ligue 1 française de football, dévoilée dimanche par le quotidien L'Equipe. Crédité d'une note de 8/10, Ghezzal a contribué au large succès de Lyon samedi soir face à l'AS Monaco (6-1), en marquant son 8e but de la saison puis en se mettant en évidence avec une passe décisive sur l'action du 3e but du club rhodanien. Grâce à cette victoire, l'OL conforte sa 2e place au classement et assure ainsi une place qualificative directe à la prochaine édition de la Ligue des champions, à une journée de l'épilogue. Les performances enchaînées par Ghezzal, notamment lors de la seconde partie de la saison, lui ont valu d'être nommé pour le Prix Marc-Vivien Foé 2016, décerné conjointement par RFI et France 24 au meilleur joueur africain de Ligue 1 française. Ghezzal est en concurrence avec le Sénégalais Cheikh N'Doye (SCO Angers) et le Marocain Sofiane Boufal (Lille OSC).

Athlétisme

Le 12e Challenge des Aurès les 13 et 14 mai à Batna

■ Le Challenge des Aurès, l'une des plus anciennes compétitions d'athlétisme en Algérie, dans sa 12ème édition, se déroulera les 13 et 14 mai à Batna, a-t-on appris auprès de la ligue de wilaya d'athlétisme. Cette édition propose des épreuves variées allant de vitesse aux courses de fond et de demi-fond, en passant par des concours (lancers, sauts) qui seront disputés durant deux (2) jours au complexe du 1er-novembre de Batna, avec la participation d'athlètes représentant, outre l'élite nationale, le Maroc et la Tunisie. Le traditionnel "relais d'argent", ouvert à tous les top-runners et aux férus des deux sexes de la course à pied, sera disputé en nocturne à travers les principaux boulevards de la capitale des Aurès, selon le président de la ligue de wilaya d'athlétisme, M. Kamel Khelil. Le challenge des Aurès, un événement sportif qui prend, d'année en année, de l'envergure, figure aujourd'hui parmi les rendez-vous athlétiques les plus sollicités. Cette 12ème édition bénéficiera d'un soutien financier "appréciable", ce qui a pour effet de booster les ambitions des organisateurs qui comptent aligner à partir du 13 mai prochain, pas moins de 800 concurrents des deux sexes et de tous les niveaux, soit plusieurs sportifs de plus par rapport aux précédentes éditions (650 concurrents en 2015). Le Challenge des Aurès, créé en 1910, organisé durant la période coloniale à l'occasion de la fête chrétienne de la Pentecôte, avait alors pour nom "Challenge de l'ASB" Association sportive de Batna club organisateur. Il fut réédité 36 fois jusqu'en 1955, date à laquelle il eut lieu pour la dernière fois, pour reprendre en 1968.

Championnat national de lutte (minimes)

Domination des lutteurs de la ligue d'Alger

■ Les athlètes de la ligue d'Alger ont survolé les épreuves du championnat national de lutte (minimes), organisées vendredi et samedi à la salle omnisports d'Es-Sénia à Oran, a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Organisée par la Fédération algérienne des luttes associées (FALA), cette compétition a vu la participation de 215 lutteurs (105 en lutte gréco-romaine et 110 en lutte libre), représentant 39 clubs de 11 ligues de wilayas. Les lutteurs de la ligue d'Alger ont dominé les épreuves de la lutte gréco-romaine en décrochant 194 points devant ceux d'Annaba (137 pts) et de Bordj Bou Arreridj (70 pts). En lutte libre, les athlètes de la ligue d'Alger se sont également distingués en totalisant 178 points devant les ligues d'Annaba (105 pts) et d'Oran (93 pts). Selon les représentants de la Fédération algérienne des luttes associées, tous les moyens humains et financiers ont été mis en place pour la réussite de cette compétition qui a vu une participation record. Les lauréats de ce championnat national ont été récompensés par des trophées et des médailles, lors d'une cérémonie de clôture, à laquelle assistaient des membres de la FALA et des représentants de la direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Oran.

Dernières journées de la Ligue 1

La LFP décide de jouer les matchs à la même heure



Les instances gérant le championnat professionnel se mobilisent pour tenter de bien gérer la fin de la Ligue 1 Mobilis, surtout que des rumeurs, comme à chaque fin de saison, circulent sur une probable

magouille qui concernerait surtout les équipes qui jouent leur maintien en élite. La LFP et dans le souci de mettre tout le monde sur le même pied d'égalité et éviter toute forme de magouille et les jeux de coulisses a décidé de faire jouer les

matchs des dernières journées, à savoir, les 28e, 29e et 30e journées à la même date et au même horaire. Cette décision est prise pour le "déroulement de fin de saison dans les meilleures conditions d'éthique", avouera la LFP dans son communiqué, précisant que faute d'éclairage adéquat dans certains stades, l'horaire du début des matchs aura lieu à 17h. Il faut savoir qu'un bon nombre de formations jouent le maintien en Ligue 1, ce qui fait que la lutte sera certainement acharnée et tout le monde souhaite sauver sa peau et s'extirper de la zone des reléguables, car ils savent qu'il leur sera très difficile de revenir ensuite. C'est donc pour cela que le risque de magouille est très élevé et que certains clubs font utiliser tous les moyens pour se maintenir. Ce n'est pas la première fois que la Ligue prend ce genre de mesures pour que la fin de saison se déroule dans de meilleures conditions, même si cela reste insuffisant et qu'il faudra aussi mettre toutes les dispositions sécuritaires pour assurer un bon déroulement de ces derniers matchs et aussi être sans pitié avec les fauteurs de trouble. Ce n'est qu'avec cela que notre football reprendra sa verve et montrera un visage plus séduisant après les nombreux scandales qui l'ont secoué il y a quelque temps. Les dirigeants de la balle ronde nationale auront une grande responsabilité pour éviter tout dérapage à l'avenir.

Imad M.

Judo/Grand Chelem de Baku

Les trois derniers représentants algériens précocement éliminés

Les judokas Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg), les trois derniers algériens à faire leur entrée en lice dans le tournoi international "Grand Chelem" de Baku, ont été éliminés dimanche. Versé dans la Poule B, Benamadi exempté du premier tour et qui a relativement bien démarré la compétition, en remportant son premier combat contre l'Australien Sebastian Temesi, s'est incliné au tour suivant contre l'Allemand Marc Odenthal. Bouyacoub a également passé le premier tour chez les moins de 100 kg, en battant

le Russe Niaz Bilalov, avant de se faire éliminer au tour suivant par le Brésilien Rafael Buzacarini. Pour sa part, Sonia Asselah s'est inclinée dès son premier combat contre la Française Emilie Andeol, qui passe donc au prochain tour, où elle sera opposée à la lituanienne Santa Pakenyte, pour prendre éventuellement la tête de la Poule B et se qualifier pour les demi-finales. La Fédération algérienne de judo (FAJ) a engagé six judokas dans ce tournoi (4 messieurs et 2 dames). Houd Zourdani (-66 kg) et Ratiba Tariket (-57 kg) les premiers à entrer en lice, ont été éliminés dès vendredi, suite à leur

défaite au 1er tour, respectivement contre le Saoudien Souleïman Hamad et la Serbe Jovana Rogic. Dimanche matin, c'était au tour de Mohamed Amine Tayeb (+100 kg) de quitter la compétition, suite à sa défaite au 2e tour contre le Brésilien David

Moura. Versé dans la Poule A, Tayeb avait remporté son premier combat contre l'Égyptien Islam El Shehaby, avant de s'incliner au tour suivant contre le Brésilien. Un total de 519 judokas (329 messieurs et 190 dames), de 82 pays, prennent part à ce tournoi du Grand Chelem.

Handisport/Paralympiques-2016 (Athlétisme)

L'Algérie termine avec 21 médailles dont 13 or au meeting de Marrakech

La sélection algérienne d'athlétisme handisport a remporté un total de 21 médailles (13 or, 8 argent et 5 bronze), en clôture samedi, du 1er meeting international de la ville de Marrakech (Maroc), organisé sous l'égide du Comité Paralympique International (IPC). Après la moisson de 15 médailles dont 7 en or, récoltée vendredi lors de la 1re journée, les athlètes algériens ont ajouté six or, trois argent et deux consécutions en bronze, samedi lors de la seconde et dernière journée d'une compétition qui servait de test pour la majorité des athlètes participants en prévision des jeux Paralympiques de Rio (septembre 2016). La moisson algérienne de la seconde journée a été ouverte par Nacer Djamil en partageant l'or du 200m (T12) avec le Marocain Afri Mehdi (23.28), avant que Nacir Sahli lui emboîte le pas en remportant la 1re place du concours du Disque (F40/41) avec une table de cotation estimée à 911 points. De son côté, Achoura Boukhalfa a arraché

le vermeil du concours du javelot (F46), avec un total de 67pts, alors que Mounia Gasmi a fait de même au Club (F32), qu'elle s'est adjugée avec 959 pts. Les derniers médaillés en or algériens étaient, Lahouari Bahlaz, vainqueur du concours de poids (F32) avec un coefficient de 913pts, et Nadia Medjmedj au poids féminin (F56/57) qu'elle a nettement, remporté avec 1034pts. Les athlètes algériens ne se sont pas contentés de l'or, lors de cette 2e et dernière journée de compétition, puisque l'argent et le bronze étaient également au menu de cette journée. Au lancer du poids (F32), Abderrahim Missouni a réussi l'argent avec un total de 731 pts, devant ses coéquipiers Karim Betina (4e/527pts) et Mounir Bakiri (5e/275pts). Dans le même concours féminin, classe F56/57, Safia Djelal s'est contentée de la seconde position (947pts). Pour sa part, l'athlète Hadi Tedjani (T52) a eu l'argent dans l'épreuve du 100m, classes jumelées (T34/51/52), devant son compatriote

Mohamed Berrahal (T51) et derrière le Tunisien Walid Ktila (T34). La dernière médaille de bronze algérienne de la journée a été l'œuvre de l'athlète Sid Ali Bouzourine au 800m (T36/37).

Les médaillés algériens lors de la 1re journée:

■ Or: Nacer Djamil (100m), Madjid Djemai (1500m), Asmahane Boudjadar (poids),

Mohamed Najib Amchi (Club), Gasmi Mounia (poids), Nassima Saïfi (disque), Kamel

Kardjena (poids).

■ Argent: Lynda Hamri (100m), Fouad Hamoumou (400m), Lahouari Bahlaz (Club), Safia

Djelal (poids) et Nacir Sahli (javelot).

■ Bronze: Fouad Baka (400m), Louadjeda Benoumessaad (javelot) et Mounir Bakiri (Club).

La délégation algérienne s'est déplacée avec 28 athlètes dont dix-neuf (19) représentant la sélection nationale et 9 athlètes le Groupement sportif Pétroliers (GSP).

Suède

Le Parti de gauche demande au gouvernement de reconnaître la RASD

Le Parti de gauche suédois a demandé au gouvernement de son pays de reconnaître la République arabe sahraouie démocratique (RASD), pour contribuer à trouver une solution pacifique au conflit du Sahara occidental.

«La reconnaissance officielle de la RASD par le gouvernement suédois est la meilleure contribution que peut apporter son pays pour trouver une solution pacifique au conflit au Sahara occidental», occupé par le Maroc depuis 40 ans, et «une initiative qui pourrait encourager d'autres pays à prendre la même décision», a souligné le Parti suédois dans un communiqué cité par l'agence de presse sahraouie (SPS).

«La Suède doit oeuvrer pour l'organisation d'un référendum permettant au peuple sahraoui de disposer de lui-même de son avenir et d'oeuvrer en collaboration avec l'Union africaine (UA) au renforcement de l'«isolement du Maroc au niveau international», a ajouté le parti politique à l'issue de son Congrès général.

Le parti suédois a également appelé à l'exercice «de sanctions économiques contre le Maroc afin de mettre fin à son occupation du Sahara occidental et travailler pour renforcer l'aide humanitaire destinée aux réfugiés sahraouis».

Par ailleurs, les forces de répression marocaines sont intervenues brutalement contre une manifestation pacifique réclamant l'ouverture d'une enquête indépendante sur les circonstances de l'assassinat du militant sahraoui Ibrahim Seika, a rapporté l'agence de presse sahraouie (SPS).

La manifestation a été organisée à l'appel du collectif des diplômés chômeurs sahraouis dans la ville de Guelmim (sud du Maroc) pour condamner l'assassinat par les autorités marocaines du militant sahraoui Ibrahim Seika, réclamer l'ouverture d'une enquête sur ses circonstances, la traduction des responsables devant la justice, et pour exprimer leur solidarité avec la famille de la victime, a précisé SPS.

L'intervention brutale a fait plusieurs blessés parmi les manifestants qui ont été transférés à l'hôpital, dont la soeur du martyr Seika.

La ville de Guelmim se trouve, depuis l'assassinat du jeune Sahraoui, sous un état de siège, afin d'empêcher toute manifestation pacifique dénonçant ce crime inhumain, précise-t-on.

R. N.

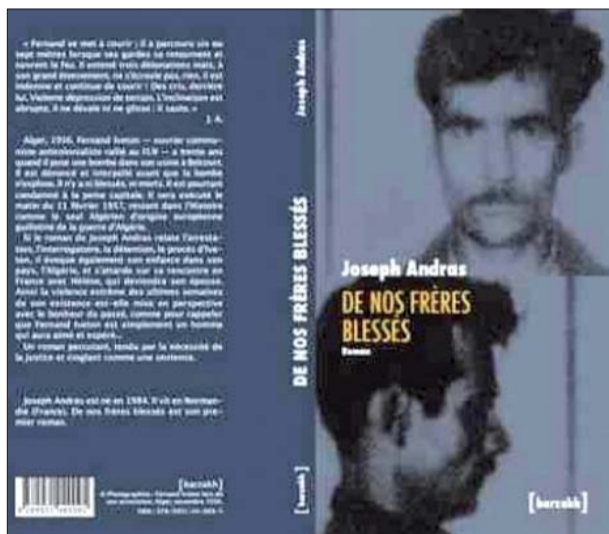
GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Prix Goncourt du premier roman

Un livre sur Fernand Iveton lauréat



La fiction *De nos frères blessés*, une première oeuvre de l'écrivain français Joseph Andras sur la vie du militant anticolonialiste algérien guillotiné en 1957, Fernand Iveton, a remporté, hier à Paris, le Prix Goncourt du premier roman, selon le site Internet Livreshebdo.fr.

Le livre, paru début mai en France aux éditions Actes Sud et en Algérie aux éditions Barzakh, ne figurait pas dans

la liste des quatre finalistes du Prix, annoncée en avril dernier par l'Académie Goncourt, précise le site spécialisé.

Dans ce roman de 156 pages, qualifié de «percuteur» par son éditeur algérien, Joseph Andras, 32 ans, relate l'«arrestation, l'interrogatoire et le procès» d'Iveton après la découverte de l'engin explosif que cet ouvrier communiste rallié au FLN (Front de libération nationale histo-

rique) avait placé le 14 novembre 1956 dans son usine.

En plus de raconter les épisodes qui conduiront à l'exécution du militant de 31 ans? le 11 février 1957 à la prison Barberousse (Serkadji aujourd'hui), l'écrivain revient également sur son enfance algéroise dans le quartier du Clos-Salembier, aujourd'hui El Madania, et sur sa relation avec son épouse Hélène.

Iveton a été le seul Algérien d'origine européenne à avoir été guillotiné. Après l'indépendance, il a été reconnu membre de l'Ocfln (Organisation civile du FLN) à titre posthume.

Attribué dans les années 1990 sous l'appellation «bourses Goncourt», le «Prix Goncourt du premier roman», est, depuis 2014, décerné par l'Académie Goncourt en même temps que les Goncourt de la nouvelle et de la poésie.

En 2015, le Prix avait été remporté par l'écrivain et journaliste algérien Kamel Daoud pour son roman *Meursault, contre-enquête* également coédité par Barzakh et Actes Sud.

R. I.

Opération de Bir Dher à El Oued

Découverte de six pistolets de type Tokarev

L'opération de recherche menée à Bir Dher (wilaya d'El Oued), a permis à un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) de récupérer six pistolets automatiques de type Tokarev, qui s'ajoutent aux 131 armes de guerre de différents types découvertes samedi dernier, a indiqué le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la poursuite de l'opération de fouille et de recherche menée dans la zone de Bir Dher, wilaya d'El Oued (4^e Région militaire), ayant permis, samedi dernier, de découvrir une cache contenant 131 armes de guerre de différents types, une quantité de munitions, ainsi que des moyens de communication, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a récupéré ce matin six pistolets automatiques de type Tokarev, tandis que la quantité de munitions récupérée hier s'élève à 53 695

balles de différents calibres», a-t-on précisé de même source.

Le ministère de la Défense nationale avait annoncé samedi dans un communiqué, que dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP avaient découvert, suite à une opération de fouille et de recherche dans la zone de Bir Dher, dans la wilaya d'El Oued, une cache contenant 131 armes de guerre de différents types, une importante quantité de munitions, ainsi que 14 moyens de communication.

La découverte de cette cache faisait suite à l'opération qui s'était soldée par la neutralisation de 14 terroristes durant le mois de mars 2016 au niveau du secteur opérationnel d'El Oued, et également suite à l'opération de qualité qui avait permis la découverte et la récupération d'un lot important d'armement et de munitions, le 15 avril 2016.

R. N.

ACTU...

Aïn Bessam (Bouira)

L'enfant disparu, demeure introuvable

Badreddine Lamouri, un enfant de 12 ans de Aïn Bessam, disparu au début du mois, demeure introuvable, malgré les «vastes» recherches menées par les services de sécurité, a-t-on appris lundi auprès des de la Sûreté de wilaya.

«Les services de sécurité n'ont trouvé jusqu'à présent aucune trace concernant le petit Badreddine, et les recherches se poursuivent toujours», après neuf jours de la disparition mystérieuse du petit, a expliqué à l'APS la chargée de la communication de la Sûreté de wilaya, Ghania Mechnane.

La même responsable avait indiqué auparavant qu'une «vaste» opération de recherche a été lancée par les services de sécurité pour retrouver Badreddine qui «n'a donné aucun signe de vie depuis le 1^{er} mai dernier». Contactée par l'APS, la famille de l'enfant dit avoir reçu, il y a quelques jours, de «fausses informations» faisant part de l'apparition de Badreddine dans certaines wilayas limitrophes.

«Nous nous sommes déplacés aux endroits indiqués, mais nous n'avons rien trouvé», a dit avec amertume le père de l'enfant, Mohamed Lamouri.

Bilal L.

Egypte

Plus de 80 blessés dans un incendie au cœur du Caire

Au moins 81 personnes, dont des pompiers, ont été légèrement blessés hier dans un incendie qui s'est rapidement propagé dans cinq immeubles d'un quartier commerçant du centre du Caire, ont indiqué les secours et le ministère de la Santé dans un nouveau bilan.

Un précédent bilan faisait état de 50 blessés, selon le chef du service gouvernemental des ambulances, Ahmad Ansary. «Il y a maintenant 81 blessés», a indiqué le porte-parole du ministère de la Santé, Khaled Megahed, confirmant que tous ont été soignés avant de sortir des hôpitaux. L'origine du sinistre est inconnue pour l'instant, mais le feu a démarré dans la nuit dans un petit hôtel du quartier populaire d'Al-Mosky, non loin de la mosquée Al-Azhar. Il s'est rapidement étendu à quatre immeubles adjacents, dont des entrepôts de matériaux en plastique, ce qui a accéléré la propagation de l'incendie, ont indiqué des responsables de la police.

R. N.

Islande

Le président renonce à briguer un nouveau mandat

Le président islandais, Olafur Ragnar Grimsson, a renoncé à briguer un sixième mandat lors de l'élection prévue au mois de juin, a annoncé le bureau de la présidence lundi. Olafur Ragnar Grimsson, chef de l'Etat depuis 1996, avait été la cible de critiques après la divulgation des documents qui faisaient apparaître que la famille de sa femme disposait d'avares dans des paradis fiscaux. Grimsson dément avoir commis des malversations. Sa décision de ne pas briguer un sixième mandat intervient après la démission en avril du Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson. La fonction de président de l'Islande est principalement protocolaire, mais il peut convoquer des consultations référendaires sur des questions importantes comme cela avait été le cas sur les accords de remboursement de dette passés par le gouvernement islandais avec la Grande-Bretagne et les Pays-Bas dans le cadre de plans de sauvetage de banques privées.

R. I.